

Marcel Niedergang
dans *Les 20 Amériques latines,*
Plon, 1962
La République argentine
Sommaire

Présentation générale

Tout converge vers le centre des affaires.

Lutte des unitaires et des fédéralistes.

L'immensité dramatique de la pampa.

Patagonie, pétrole et moutons.

LE MYTHE PÉRONISTE

La victoire des « *descamisados* » du 17 octobre 1945.

La phraséologie brumeuse du justicialisme.

La tentative de formation d'un bloc A.B.C.

LA CHUTE DE POCHO

L'Église argentine s'interroge.

Perón s'effondre au milieu des rires et des brocards.

LES IDOLES TOMBENT MAIS NE MEURENT PAS

Une victoire de la classe moyenne.

Socialistes, anarchistes, communistes et radicaux.

LA C.G.T. FACE A L'ARMÉE

Frondizi entre les militaires et les péronistes.

La trente-huitième crise est fatale.

Présentation générale

Buenos Aires comme Rio de Janeiro est née d'un malentendu. La rivière de janvier n'existait que dans l'imagination fertile des navigateurs portugais. Les bons vents que Don Pedro de Mendoza crut trouver sur la rive droite de l'estuaire du rio de la Plata n'ont jamais soufflé sur la capitale démesurée de la République argentine. Il est vrai que lorsque Don Pedro remontant le rio de la Plata à la recherche de l'or, débarqua sur ces rives plates pour fonder la petite colonie de *la Santissima Trinidad*, il voulait surtout rendre hommage à la

Dame du Bon Vent, patronne des marins. En fait, le climat de la première métropole d'Amérique latine est moins que régulier. La ville a été rebâtie à 300 kilomètres de la mer. Elle est exposée à la fois au pampero qui vient du sud, aux rafales subtropicales et maritimes qui traversent l'estuaire et aux bourrasques glacées qui remontent de l'Antarctique. Les orages sont fréquents et les brusques changements de température désagréables. De décembre à mars, pendant l'été austral humide et chaud, une brume persistante s'abat parfois sur tout l'estuaire et jette un manteau poisseux sur la ville. L'hiver par contre est délicieux. Buenos Aires qui se trouve à la latitude de l'Afrique du Nord dans l'hémisphère austral, devient un port méditerranéen éclaboussé de soleil. Les orangers et les citronniers des îles embaument. Dans les quartiers résidentiels étalés pratiquement jusqu'au delta du Tigre, qui est à la fois le Bois de Boulogne et le Xochimilco de la capitale argentine, les massifs de roses et les pelouses tondues à l'anglaise se succèdent entre les cottages cossus. Les voiles blanches des régates du Yacht-club glissent chaque dimanche entre les rives herbeuses et fleuries à moins de 30 kilomètres de l'immensité dramatique et prenante de la pampa.

Tout converge vers le centre des affaires.

Buenos Aires est orgueilleuse. Les *porteños* eux-mêmes en conviennent et partagent cette fierté. Exception faite de son avant-port de la Boca, qui est un compromis entre Barcelone et la rade du vieux Marseille, la ville est un poème de béton, de pierre, de longues perspectives, de diagonales infinies et de gratte-ciels. Elle n'a certes pas la séduction romantique de Lima ou le charme de Rio, mais elle empoigne par son dynamisme. A la fin du XVIIe siècle, Buenos Aires qui avait dû soutenir de sérieux assauts menés par les tribus indiennes, ne comptait guère plus de 4 000 habitants et sur ce nombre on estimait les blancs purs à moins d'un millier. Le reste était formé par des esclaves noirs ou indiens apportés par les premiers Espagnols. L'élevage était pratiquement la seule ressource. Les chevaux importés par les conquistadors allaient bientôt se développer avec une rapidité insoupçonnée dans ce climat idéal pour les immenses pâturages gras et humides. Mais les bandes de chevaux sauvages galopèrent déjà en toute liberté dans la pampa depuis quelques décades, lorsque le premier recensement de Buenos Aires, à la fin du XVIIIe siècle, indiqua que la population de la ville ne comptait encore que 16 000 âmes: Les créoles prirent dès ce moment conscience de leur force, rêvant de créer une véritable nation comme les pionniers de l'Amérique du Nord. Fait notable et qui marque encore l'Argentine : une véritable société bien structurée se dessina dès cette époque avec ses artisans, ses riches commerçants, ses fonctionnaires, ses médecins et ses prêtres. La progression prit alors un rythme accéléré. En 1869, Buenos Aires a 177 000 habitants. En 1962, avec plus de 6 millions, c'est le centre urbain le plus peuplé de toute l'Amérique du Sud, et la cinquième ville du monde après Tokyo, New York, Londres et Paris.

La première impression est déconcertante. C'est une ville qui ne se révèle pas tout de suite, parce que tout y est démesuré. Le pittoresque est pratiquement inexistant. Seul le travail est évident. Le port avec ses installations s'étale sur plus de sept kilomètres, et les côtés de la rade mesurent presque une vingtaine de kilomètres chacun. Cinq fois aussi étendue que Paris, Buenos Aires est reliée à son aéroport par une autoroute ultramoderne et droite. De quelque côté qu'on l'aborde, la capitale de la République argentine donne l'impression d'avoir presque tout sacrifié aux affaires, au travail et à l'efficacité. C'est un entrepôt, une banque, un rendez-vous d'affaires plutôt qu'une cité dont on cherche à découvrir les stries successives et patientes des siècles. A Buenos Aires, qui semble refuser la douceur, l'angle droit est la règle presque générale. Les rues rectilignes se coupent régulièrement tous les cent mètres. L'angle aigu ou obtus est un événement et presque une anomalie. Dans Cordoba, Corrientes ou Santa Fé, considérablement élargies, le flot des voitures rejette les piétons dans l'anonymat d'une foule pressée et silencieuse. La seule revanche du *porteños*, c'est Florida. Cette rue de la Paix de Buenos Aires est complètement interdite à la circulation à certaines heures. L'animation, pourtant encore un peu glacée, de la rue Florida est la concession faite par une ville où l'exubérance et l'indolence méridionales ont été remises depuis longtemps au magasin des accessoires inutiles par les Argentins modernes, épris avant tout de rendement. Tout converge vers le centre des affaires : la capitale et le pays. Les 30 kilomètres du métro sont disposés en toile d'araignée. Et la situation de Buenos Aires, à l'extrémité de ce qu'on appelle la pampa ondulée, en a fait depuis longtemps le seul centre de communication entre l'intérieur et l'extérieur du pays.

Buenos Aires n'est certes pas toute l'Argentine. Il s'en faut de beaucoup. Mais la capitale absorbe pratiquement toute la vitalité d'un pays qui échappe aux règles et aux jugements européens. 2 791 550 km² de superficie pour toute la République, soit plus de cinq fois celle de la France. 1214 kilomètres dans sa plus grande largeur, des Andes à la côte atlantique et 3 693 kilomètres depuis les forêts tropicales du nord jusqu'aux solitudes glacées de la Terre de Feu. Ce corps immense a donc de toute évidence une tête trop grosse. Un Argentin sur trois réside dans la capitale. Cette disproportion n'est pas récente. En 1947, le grand Buenos Aires groupait déjà 29 % de la population totale avec une densité de 2 500 habitants au kilomètre carré, alors que la cité ne s'étend que sur 0,6% de la superficie de l'Argentine. Ce déséquilibre n'est pas particulier non plus à cette Amérique australe, mais il pose ici de redoutables problèmes économiques. Paradoxalement l'Argentine qui vit encore aujourd'hui essentiellement de la terre, a une population urbaine qui ne cesse de croître aux dépens de la population rurale. On a pu dire que l'Argentine était un pays sans villages. C'est de plus en plus vrai. Les citadins représentent déjà plus de 70 % de la population. Pays sans bourgades et presque sans clochers, l'Argentine est une nation où les villes et surtout les grandes villes dominent.

Santa Fé, Cordoba, Rosario, Mendoza, Avellaneda, Mar del Plata rivalisent avec la capitale dans cette course à la surpopulation.

Lutte des unitaires et des fédéralistes.

Ce n'est pas que Buenos Aires soit absolument sans histoire. Les créoles se sont battus contre les Anglais et les noms de certaines places comme Reconquista et Defensa témoignent des luttes du XIXe siècle. Par contre, la conquête de l'indépendance y a été relativement plus aisée qu'ailleurs. La vice-royauté du rio de la Plata, créée en 1776 par le roi Charles III d'Espagne pour faire obstacle à la pression portugaise comprenait la Bolivie actuelle, le Paraguay et l'Uruguay. Ce domaine disposait même d'un accès aux rivages du Pacifique par l'intendance de Potosi. La tête de ce trop vaste ensemble se trouvait à Buenos Aires. Trop loin et trop faible pour s'opposer avec quelque chance de succès aux soubresauts du mouvement d'émancipation qui secoua l'Amérique du Sud au début du XIXe siècle. Le Paraguay en 1811, la Bolivie en 1825 et l'Uruguay en 1828 se détachèrent sans trop de difficultés. Dès 1810, la population de Buenos Aires apprenant la prise de Séville par les armées napoléoniennes, avait prié le vice-roi et sa famille de s'embarquer à bord d'un navire en partance pour les Canaries. Cette révolution pacifique, point de départ de l'indépendance argentine, fut faite par des hommes qui hésitèrent cependant au début à rompre tous les liens avec la métropole. Il fallut San Martin pour mettre les points sur les i. A Tucumán, ses objurgations l'emportèrent et le Congrès du 9 juillet 1816 proclama l'indépendance des « provinces unies de l'Amérique du Sud ». En fait ces provinces unies restèrent longtemps désunies. Chaque ville dominée par son oligarchie locale s'érigea en principauté. L'indépendance de l'Argentine déboucha d'abord sur la lutte entre les « fédéralistes » des provinces et les « unitaires » de la capitale. Jusqu'au XXe siècle Mendoza, Santa Fé ou Bahia Blanca marquèrent les limites extrêmes de l'avancée blanche. De toute façon, l'indépendance ne représenta pas pour l'Argentine la conquête de son unité ou la mainmise sur toutes ses richesses. Cette bataille-là n'est pas encore tout à fait terminée.

Il n'y a donc guère de doute que les Argentins ont surtout été marqués par la nécessité de donner à Buenos Aires les galons d'une véritable capitale, contrôlant réellement un arrière-pays vaste et fuyant. L'esprit des premiers pionniers est encore vivant sur les rives de La Plata. Et c'est finalement bien plus à l'Américain du nord qu'à un Européen que ressemble l'Argentin moderne moyen, malgré les vagues successives de l'immigration. Le goût de la simplicité, le culte de la virilité, la réserve, la recherche du confort : autant de traits typiquement argentins. Les *porteños* ont en réalité horreur du débrillé et du laisser-aller méditerranéen. Les enfants, garçons et filles, vont à l'école en blouses blanches. Dans Florida les femmes de la société ne se distinguent guère de celles du peuple, soignées et raffinées. Et les foules qui attendent aux stations d'autobus observent une discipline presque germanique. Les passants sont graves et souvent tristes. A la Boca, quelques maisons de bois ont échappé

par miracle à la pioche des démolisseurs. Des bistrots offrent des fritures au pied du sanctuaire de la Vierge de Pompéi. Mais ces oasis italiennes sont noyées dans l'immensité anonyme des banlieues tentaculaires et mornes, où des bandes d'adolescents jouent infatigablement au football. Ce jeu est au moins aussi populaire en Argentine qu'au Brésil ou qu'en Uruguay. Le dimanche, la rumeur immense et sourde des gradins scande les exploits de River Plate ou de Boca Junior. Pas de femmes ou très peu dans ces stades géants où s'exprime pendant quelques heures la violence contenue des *porteños*, entrecoupant leurs dialogues animés du « ché » traditionnel. « Ché » est un mot qui n'a pas d'équivalent en français. C'est, si l'on veut le « eh, toi? » pimenté du rio de la Plata, la marque d'une langue plus mouillée et plus douce que le castillan rigoureux.

L'immensité dramatique de la pampa.

Les géographes ont généralement divisé l'immense territoire argentin en quatre régions naturelles : les Andes, le Nord, les pampas et la Patagonie. Vers la frontière bolivienne, le train poussif qui monte lentement à l'assaut des hauts plateaux traverse un décor qui rappelle celui de la *puna brava* des terres froides boliviennes et péruviennes. Des troupeaux de lamas s'enfuient à l'approche du train à travers des arbrisseaux maigres et peu abondants. Près de Tucumán, les Incas avaient bâti une forteresse qui leur permettait de maintenir leur contrôle sur les populations indiennes descendues des hauts plateaux. La première route des Espagnols passait près de ce bastion oublié et les premiers échanges commerciaux entre les plaines et les régions andines du nord-ouest de l'Argentine ne furent possibles que par l'utilisation intensive des mulets, seuls capables de s'aventurer sans risques sur les redoutables pistes aériennes des contreforts andins. Rosario, Cordoba et Santa Fé sont nées d'abord de la nécessité d'établir des relais sur cette longue route de Buenos Aires vers Salta et Jujuy. Les premiers centres de peuplement du nord-ouest s'établirent ensuite autour des feux de campement des gauchos qui surveillaient des troupeaux à moitié sauvages. Les autres cultures qui ont fait la richesse du nord-ouest, tout particulièrement la canne à sucre et l'alfa, ne se sont développées que beaucoup plus tard. Plus bas, autour de Mendoza, dernière ville avant la route du col d'Uspallata, les plus beaux vergers argentins ont progressivement gagné leur place au soleil sur les plaines d'élevage.

Cette immense pampa argentine s'étale sous un ciel infini depuis le rio Uruguay jusqu'aux contreforts orientaux des Andes. Son origine est mal définie. Elle est plate comme la main, intégralement nue si l'on excepte les rares peupliers plantés par les hommes, sans cours d'eaux serpentant entre les herbes grasses et sans rochers. L'eau stagne dans les profondeurs de ce désert qui fut longtemps inhabité avant de devenir ce modèle pour fresques, où l'on voit galoper des chevaux magnifiques. Dans les premiers temps, les gauchos se contentaient de choisir au hasard dans ces troupeaux qui n'appartenaient à personne et qui défiaient toute comptabilité. Le mythe du gaucho qui continue

d'impressionner si fortement la vie argentine est né à la même époque. L'homme à cheval, portant *bombachas* et large ceinture agrémentée de pièces de monnaie, est resté le symbole de l'homme libre qui se moque des conventions et des préjugés sociaux. Il ne porte certes pas le large sombrero mexicain comme certains dessinateurs nord-américains et européens persistent à le croire, mais par contre il est bien le frère de ce macho violent et nostalgique des montagnes de Jalisco ou de Guadalajara. Paradoxalement le peuple argentin qui est de tous les peuples d'Amérique du Sud celui dont le style de vie se rapproche le plus de celui de l'Europe ou de l'Amérique du Nord, a choisi comme héros national ce Robin des Bois qui fut le guerrier des luttes de l'indépendance et qui reste le champion de la vie naturelle. Il n'y a plus de gauchos. Il ne reste que ceux que l'on appelle les *paisanos*, les gardiens de troupeaux appointés et relativement casaniers, sans aucun rapport avec ces brutes magnifiques ayant vécu pratiquement en marge de la légalité jusqu'à la fin du XIXe siècle. Mais les Argentins, qui vivent dans leur grande majorité entre les murs des villes, ont conservé la nostalgie des cavaliers des plaines immenses. Comme en Uruguay, le gaucho a été tué par le fil de fer barbelé. Il s'est empêtré dans ces barrières édifiées par les immigrants toujours plus nombreux à partir de 1850, toujours plus avides de gains rapides, de titres de propriétés bien délimitées et de troupeaux soigneusement numérotés. Dans ce nouvel univers de chiffres, de jalons et de grillages, le gaucho n'avait plus sa place. Il tuait les bêtes pour se nourrir d'abord et ensuite pour vendre ou échanger les peaux contre des biens de consommations.

Vers la fin du XIXe siècle, les Argentins entreprirent l'abattage industriel pour exporter. Les abattoirs géants et les navires frigorifiques apparurent dans l'estuaire du rio de la Plata. Tournant décisif pour l'économie de l'Argentine, l'industrie de la viande dépassa rapidement celle des cuirs et de la laine, et les *frigorificos* de San Nicolas et de La Plata furent bientôt cités en exemple dans le monde entier. Fournisseur de viande, l'Argentine resta aussi le grenier à blé de l'Europe, particulièrement de la Grande Bretagne, son client traditionnel.

La visite des abattoirs géants de La Plata est un spectacle fascinant et écoeurant. La frontière entre la vie et la mort est indécise, une large rigole aux odeurs de latrine et de sang, où les bêtes assommées, vivantes, le mufler raclant la pierre, lancent encore de faibles ruades désordonnées, d'un côté les boxes de bois où on les amène par paires, leur piétinement affolé, les coups sourds du *martillero* qui vise les crânes, les meuglements et les bonds désespérés s'il manque son premier coup de marteau... De l'autre une forêt de carcasses sanglantes dépiautées suspendues tête en bas à des crochets qui glissent sans cesse vers le fond de l'usine à tuer où elles sont lavées, découpées à la scie électrique, débarrassées des glandes, des entrailles et des fœtus, contrôlées par des vétérinaires et étiquetées selon la qualité. Une chaîne où chaque ouvrier ne peut pas tourner la tête plus de quelques secondes. Moins d'une heure plus tard les quartiers de viande définitivement anonymes dans leurs sacs de toile sont rangés dans d'immenses salles réfrigérées.

Patagonie, pétrole et moutons.

Si la pampa est restée le centre principal de la richesse agricole de l'Argentine, la Patagonie est en passe de devenir quelque chose comme un Far West austral qui peut faire basculer le centre de gravité naturel du pays. La Patagonie c'est d'abord le domaine du vent. Il balaie d'un bout à l'autre cette terre qui fut si longtemps inhospitalière, ce désert pierreux où l'on a cherché les forteresses jamais découvertes des fabuleuses cités araucanes. Il y a bien longtemps que les derniers Indiens Tehuelches ont abandonné les rivages tourmentés du lac Nahuel Huapi, centre de tourisme recherché et d'ailleurs remarquablement mis en valeur. De fait la conquête véritable de la Patagonie est récente. Elle n'a pas encore cent ans d'âge. Les premiers colons ont suivi les détachements militaires envoyés par le gouvernement de Buenos Aires soucieux de protéger ces marchés du sud qui commençaient de susciter de nombreuses convoitises. Pour franchir les Andes, il avait été nécessaire de faire appel aux mulets. Les chevaux et les bœufs envahirent les pampas. C'est le mouton qui a conquis la Patagonie. Aujourd'hui près de 20 millions de moutons produisent bon an mal an 60 millions de kilos de laine. Leurs troupeaux compacts errant sans cesse au long de plateaux caillouteux sous un ciel de tempête est une image banale de cette Patagonie dont les moyens de communication avec le reste de la république sont encore insuffisants. Aucune grande route ne relie Buenos Aires à cette province lointaine et longtemps méconnue. Une ligne de chemin de fer traverse les plaines du centre mais s'arrête au bord du lac de Nahuel Huapi. Il est donc plus logique de considérer Bariloche comme une bourgade andine et non pas patagone. La vraie Patagonie d'ailleurs est nettement coupée du nord par le relief et par les fleuves rapides que l'État s'efforce d'aménager et d'exploiter par la construction de barrages géants. Les bases d'une industrie sidérurgique déjà posées par le régime péroniste ont été renforcées par le gouvernement Frondizi. La pétrochimie tient naturellement une très bonne place dans ces plans d'industrialisation de la Patagonie. Mais tous ces projets supposent au départ que la production d'énergie électrique soit fournie à bon marché. Édifié sur le fleuve Limay, le barrage du Chocon devrait produire lorsqu'il sera terminé plus de 700 000 kilowatt/heure et il permettra en outre l'irrigation de 100 000 hectares de terres. Ainsi devraient pouvoir être également exploités rationnellement et prochainement les gisements de fer et de charbon de Patagonie. C'est en 1957 que furent découverts les gisements de fer de la Sierra Grande à moins de 100 kilomètres de Puerto Madryn sur la côte atlantique. Les réserves de minerais y sont estimées à 200 millions de tonnes réparties en trois filons facilement accessibles parce que situés à peu de profondeur. Depuis 1952 le charbon du rio Turbio a commencé d'être exploité d'une façon moderne. La production atteignait en 1962, 200 millions de tonnes, mais les experts argentins estiment que ce chiffre pourrait être aisément doublé si le problème du transport trouvait une solution satisfaisante. Enfin bien sûr, il y a le pétrole. A Comodoro Rivadavia le premier

puits foré et exploité en 1910 livra un pétrole d'excellente qualité. Les installations des Yacimientos petroliferos fiscales (Y.P.F.) se sont depuis multipliées dans ce décor austère d'élevage malgré les difficultés de la vie quotidienne pour les hommes et le manque de communications. Aussi la progression a-t-elle été relativement lente. Depuis trente ans, les dirigeants argentins ont compris la nécessité d'exploiter systématiquement les réserves d'or noir de la Patagonie mais le manque de capitaux et de techniciens les a très souvent obligés à solliciter une aide étrangère ou à conclure des accords avec les grandes compagnies pétrolières anglo-saxonnes. Bien qu'elle n'ait pas l'importance qu'elle possède incontestablement dans d'autres pays latino-américains, par exemple le Brésil, la question du pétrole a ainsi provoqué au cours des dix dernières années un certain nombre de tempêtes politiques. «Le pétrole est à nous» écho du fameux *o petroleo e nosso* brésilien, a retenti aussi à Buenos Aires dans les milieux nationalistes et les casernes en ont souvent exploité l'écho pour justifier leurs soulèvements. L'une des causes de la chute de Perón fut notamment l'abandon par l'ancien dictateur d'un principe pourtant maintes fois proclamé : celui de la non-ingérence des compagnies étrangères dans l'exploitation de l'or noir de la Patagonie et de la Terre de Feu. Y.P.F. indifférent à ces péripéties a poursuivi systématiquement ces dernières années exploitation et recherches. D'ores et déjà les trois quarts de la production de pétrole argentin viennent de la Patagonie. Un plan de développement prévoit le forage de 8 000 puits ce qui implique l'arrivée massive de techniciens, de personnel et de main-d'œuvre. Mais la place ne manque pas. Avec une superficie de 700 000 km² cette région n'a encore que 400 000 habitants. Avec persévérance, la République argentine repousse donc toujours plus loin les frontières explorées de son domaine. Il y a moins d'un siècle, les limites permises à l'homme argentin ne descendaient guère très au delà de Comodoro Rivadavia. Aujourd'hui la cité la plus australe du monde est argentine. C'est Ushuaia, 2 500 habitants, sur le canal Beagle, tout à la fois base navale et port de pêche de la Terre de Feu. Terre glaciale au nom usurpé qui se mire dans les eaux cristallines. Lorsque les premiers Espagnols débarquèrent sur cette côte inhospitalière, les Indiens terrorisés allumèrent de grands feux dans l'espoir d'effrayer les envahisseurs étrangers. Ce fut la «tierra del fuego», puis simplement la «tierra de fuego». Elle est souvent cachée dans ses brouillards épais que les courants d'air du détroit de Magellan n'arrivent que difficilement à dissiper. Parfois les pointes enneigées hautes de 3000 mètres surnagent de cet océan de brume cachant le promontoire avancé du monde austral vers les glaces du pôle sud.

LE MYTHE PÉRONISTE

L'Argentine a été conservatrice pendant un siècle : depuis les jours glorieux de l'Indépendance solennellement proclamée à Tucumán en 1816 jusqu'à la fin de la première guerre mondiale. Elle a été radicale de 1916 à 1930, puis de nouveau conservatrice jusqu'au matin du 4 juin 1943. De 1945 à 1955 elle a été péroniste. De 1955 à aujourd'hui on peut seulement dire qu'elle a été post-péroniste. L'élection à la présidence en 1958 du Dr Frondizi fut certes triomphale. Mais il l'emporta précisément grâce à l'appui des voix péronistes. Intelligent, habile, rusé, économiste de classe, le Dr Frondizi s'était promis de remettre de l'ordre dans une maison argentine passablement délabrée après le passage de la tourmente justicialiste. Pour ce faire il imposa un plan de redressement économique faisant largement appel aux prêts étrangers. Frondizi voulait aussi tenter d'intégrer une masse péroniste qui représentait encore, malgré la chute sans gloire du dictateur, près du quart du corps électoral. Mais la Confédération générale du travail demeurée fortement influencée par le péronisme s'opposa depuis 1958 à toutes les tentatives de dénationalisation du gouvernement Frondizi. Écartelé entre les pressions divergentes de l'armée hostile à toute collaboration, même tactique, avec les péronistes, et les syndicats nostalgiques de la Fondation sociale Eva Perón, Frondizi devint de plus en plus prisonnier des forces armées. De 1959 à 1962, les vetos, les ultimatums, les mises en demeure de l'armée se succédèrent à une cadence particulièrement rapide et inquiétante. La crise la plus grave et la plus significative éclata en mars 1962, après le raz de marée péroniste aux élections générales. Soumis à une nouvelle pression de l'armée, Frondizi le libéral, le partisan sincère de la démocratie, fut contraint d'annuler les résultats des élections dans les cinq provinces (sur neuf) où les postes de gouverneurs devaient être occupés par des péronistes. De 1958 à 1962, toutes les élections auxquelles les péronistes n'étaient pas autorisés à participer avaient cependant clairement indiqué que les suffrages «blancs» représentaient en moyenne 25 % de l'électorat. Libres pour la première fois en mars 1962 de voter pour les candidats se réclamant de Perón, les «justicialis-tes» regroupés dans une Union des gauches emportaient 35 % des suffrages. De quelque façon qu'on l'aborde, la vie politique de la république argentine reste par conséquent dominée par le facteur péroniste. C'est une évidence qu'il n'est pas possible d'ignorer ou de sous-estimer.

L'oligarchie des grands propriétaires fonciers, un moment écartée du pouvoir par les représentants d'une bourgeoisie industrielle audacieuse et dynamique, fut rejetée dans l'opposition en 1943 par un régime autoritaire qui s'appuyait officiellement sur les travailleurs de la terre et des villes. A chaque fois, en 1916 comme en 1930, en 1943, en 1955 ou en 1962, c'est l'armée qui intervient. Seconde évidence, en Argentine, moins encore que dans tout autre pays d'Amérique latine, on ne gouverne décidément pas contre elle.

Au départ, le péronisme se présentait comme une tentative d'instauration de la démocratie sociale. Ce n'est que plus tard que l'on put apprécier ses erreurs, ses compromissions et ses mystifications. Mais l'idée était là. En 1943 elle était nouvelle en Amérique latine. Seul le Mexique avait connu une révolution populaire victorieuse. Mais cette révolution était essentiellement agraire, dure et sanglante. Et il fallut quatre ans après la première révolte légendaire de Zapata, l'arrivée au pouvoir de Cardenas pour consolider les conquêtes de cette révolution.

Ce qui était nouveau en Argentine c'était l'apparition et la consolidation constante d'une classe ouvrière. En 1943, à la veille du coup d'État des jeunes officiers du G.O.U. (Grupo de oficiales unidos), on comptait déjà 60000 établissements industriels et près d'un million d'Argentins travaillant en usine. Au contraire la pampa, où les conditions de vie des *peones* étaient franchement misérables, ne cessait de se dépeupler. Cette masse de travailleurs, essentiellement composée de descendants d'immigrants européens et de travailleurs agricoles sans spécialité, représentait un électorat politiquement disponible. Perón le comprit très rapidement.

Le péronisme s'efforça de conquérir cette clientèle ouvrière. L'expérience des *descamisados* fut suivie avec une attention passionnée par des masses qui n'avaient jamais accédé au pouvoir politique, avec une sympathie intéressée par des gouvernements qui cherchaient à résoudre cette contradiction mortelle entre les impératifs de l'économie et la nécessité, de plus en plus urgente, d'un minimum de justice sociale. Enfin, par son audace au moins verbale contre les États-Unis, le péronisme remporta des succès de prestige certains dans un continent où le gringo est souvent détesté.

Les libéraux condamnèrent aussitôt l'expérience. Ils redoutaient la dialectique d'un totalitarisme dont la violence de langage était passablement inquiétante. Mais les libéraux, qui avaient envoyé dans les assemblées internationales quelques-uns des plus éminents juristes et économistes du monde entier, concevaient et continuent de concevoir souvent une démocratie idéale, inspirée des exemples nord-américains ou européens. Ils ont rarement traduit dans les faits leurs conceptions humanitaires. L'opposition socialiste paraissait plus sérieuse. Le parti socialiste argentin avait été fondé dès 1894 à Buenos Aires. Mais l'académisme des leaders, des scissions successives, la difficulté de pénétrer dans les campagnes l'avaient jusqu'alors empêché de devenir une force déterminante dans la politique argentine.

La place était pratiquement libre. Elle fut rapidement occupée. Lorsque Perón affirmait qu'il avait obtenu la confiance de la majorité des Argentins, les chiffres lui donnaient raison. Il fut élu président en février 1946 par 1 478 372 voix contre 1 211 666 à son concurrent de l'Union démocratique. Il fut réélu en novembre 1951 (fait rare en Amérique latine) par 4 652 000 voix contre 2 348 000. Les femmes qui votaient pour la première fois, votèrent pour Perón, suivant d'ailleurs en l'occurrence les conseils de l'Église. Même en tenant compte d'un découpage favorable des circonscriptions et des difficultés

rencontrées par l'opposition pour s'exprimer en toute liberté, la marge était quand même significative.

Comment cela fut-il possible? C'est une autre affaire. Le péronisme crut nécessaire de s'encombrer d'une doctrine à la phraséologie assez brumeuse. La doctrine fut codifiée, commentée avec enthousiasme par les fidèles de Perón et expliquée avec un amour du gongorisme et un luxe de superlatifs qui stupéfient l'étranger peu accoutumé à l'éloquence sud-américaine. Le péronisme prétendit pourtant servir de modèle non seulement au continent américain mais au monde entier.

En fait on y retrouve de nombreux thèmes empruntés à d'autres idéologies. Celui de la révolution d'abord : «La révolution argentine n'est pas une révolution politique mais une révolution morale et nationale.» Celui de la nation ensuite dont la «primauté doit s'établir dans tous les domaines». L'idée-force est celle de l'indépendance, indépendance économique surtout, car «l'Argentine, nation majeure, peut se passer de l'étranger». Repoussant le communisme et le capitalisme, le péronisme prétend rester neutre entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. Enfin le justicialisme, «moyen terme entre le spiritualisme et le matérialisme, mot nouveau qui, parti de l'Argentine, gagne le monde et y réveille l'espérance» couronne le système.

La victoire des « *descamisados* » du 17 octobre 1945.

Le génie ou la chance de Perón fut d'avoir pris le poste modeste de secrétaire d'État au Travail et à la Prévoyance sociale dans le gouvernement constitué après la révolution du 4 juin 1943. Il était encore inconnu. Il avait certes participé au coup d'État des militaires, écoeurés par l'incapacité du gouvernement conservateur Castillo. Mais il ne l'avait pas organisé. Il venait de rentrer d'un voyage en Europe, où il avait étudié l'art de la guerre en montagne avec les troupes mussoliniennes et admiré les foudroyantes victoires de l'Allemagne nazie. Les mesures en faveur des travailleurs se succédèrent : augmentation de salaires, réduction de la durée de travail, institution de *l'aguinaldo* (paiement obligatoire par l'employeur d'un treizième mois). Le niveau de vie des travailleurs ne s'améliora pas tout de suite, car ces hausses de salaire provoquèrent automatiquement une augmentation du coût de la vie. Mais dans les faubourgs de Buenos Aires, une jeune speakerine à la voix rauque et passionnée commentait avec enthousiasme au micro de Radio-Belgrano la politique sociale de Perón. C'était Evita Duarte qui sauva le péronisme encore balbutiant pendant la fameuse journée du 17 octobre 1945. Car l'armée commençait à s'inquiéter de cette popularité grandissante de Perón. On l'arrêta. Les *descamisados* descendirent dans la rue. Extraordinaire journée où l'armée céda devant la menace d'une émeute ouvrière et rappela en hâte Perón. Les dirigeants ouvriers en parlent encore avec émotion... Octobre est chaud à Buenos Aires. Le printemps austral est court et la chaleur humide de l'été succède très vite aux dernières tourmentes de l'hiver au-dessus de l'estuaire. Venant à pied de La Plata, qui se trouve à 50 kilomètres de la

capitale et des faubourgs qui s'étalent sur près de 30 kilomètres, les premiers manifestants arrivèrent à Buenos Aires à la tombée de la nuit. Ils étaient déjà exténués. Quelques-uns portaient leurs enfants sur les épaules. Tous avaient enlevé leur veste et défilaient en manches de chemise. C'était un torrent humain d'où ne montait qu'un seul cri : « Perón ! » Ceux qui étaient trop fatigués s'arrêtèrent près des fontaines, enlevèrent leurs chaussures et se trempèrent les pieds dans les bassins. La bourgeoisie de la capitale crut qu'elle venait d'assister à la prise de la Bastille argentine. Pourtant la foule se retira rapidement du centre lorsque Perón eut été libéré. Le 17 octobre 1945 est resté dans la conscience ouvrière comme la plus grande victoire jamais remportée, quelque chose qui se situe bien au-delà du péronisme. Un des journaux de Buenos Aires publia une photo des *descamisados* nus jusqu'à la ceinture. Les péronistes sautèrent sur l'occasion et s'emparèrent du mot : « Oui, nous sommes les sans-chemises qui demandons justice. » Ensuite Evita n'adressa plus jamais la parole au peuple sans commencer par : « Chers *descamisados*. »

Après l'élection du général à la présidence de la République, la première phase du péronisme, celle de l'autarcie triomphante commença. Elle devait durer trois ans, de 1946 à 1949, favorisée par une conjoncture intérieure et extérieure particulièrement propice. L'accession de Perón au pouvoir coïncida en effet avec une vague de prospérité économique sans précédent en Argentine. Pour la seule année 1945 l'excédent de la balance commerciale s'éleva à 1 671 millions de pesos. A la fin de la deuxième guerre mondiale les missions commerciales étrangères se succédèrent à Buenos Aires pour acheter du blé et de la viande à un pays qui avait longtemps été « la réserve agricole de la Grande-Bretagne ». L'Allemagne hitlérienne avait eu le Dr Schacht. L'Argentine péroniste eut le Dr Miranda. Don Miguel Miranda, industriel habile mais prophète médiocre, exerça pendant trois ans une dictature de fait sur l'économie argentine. Il avait la confiance d'Evita, devenue première dame du pays après son mariage avec le général. C'était un self-made man d'origine catalane qui avait travaillé lui-même comme ouvrier. Dans sa jeunesse il avait milité dans les rangs socialistes. Il estimait, non sans raison, qu'une amélioration réelle du sort des masses dépendait essentiellement d'une industrialisation plus poussée de l'Argentine. Les théories de Don Miguel reposaient pourtant sur une hypothèse de base hasardeuse : il crut que l'Argentine pourrait toujours vendre à l'étranger ses produits agricoles au plus offrant. Pour acheter l'équipement indispensable à l'industrialisation, il lui fallait des devises. Il créa l'I.A.P.I. en mai 1946. C'était un institut qui assurait pratiquement à l'État le monopole du commerce extérieur en lui permettant de revendre deux ou trois fois plus cher à l'étranger les produits agricoles achetés à des prix imposés aux producteurs argentins. Le gouvernement racheta aussi les compagnies de chemin de fer anglaises et françaises, les compagnies de gaz et de l'Union téléphonique du rio de la Plata (appartenant au trust nord-américain Bell). Opérations qui, toutes, répondaient à un souci de nationalisation, mais qui ne furent pas toujours économiquement intéressantes.

La Banque centrale fut nationalisée en mars de la même année. Elle orienta alors le crédit vers les opérations «utiles à la collectivité». Les entreprises nationalisées (Empresas Nacionales del Estado, E.N.D.E.) se multiplièrent. Le premier plan quinquennal fut lancé (1947-1951), plan de grands travaux et d'industrialisation. Et le 9 juillet 1947 Perón affirma solennellement, à Tucumán, que l'Argentine avait enfin conquis son indépendance économique. L'activité débordante du péronisme première manière ne fut pas moins frénétique dans le domaine social. Ce fut la chasse gardée d'Evita, *madone des descamisados*. Le «cas Evita» est certainement l'un des plus extraordinaires de l'histoire contemporaine. Comme Perón, elle était d'une origine modeste. La société aristocratique de Buenos Aires ne le lui pardonna apparemment jamais. Elle bouscula avec dynamisme les méthodes désuètes des dames de cette *sociedad*, qui se sont toujours réservé le délicat monopole de la charité. Evita l'organisa sur une échelle gigantesque. La Fondation Eva Perón, qui se substitua à l'ancienne Société de Bienfaisance, disposait de sommes considérables. Il était évident qu'elles ne provenaient pas seulement des contributions volontaires ou «suggérées», mais aussi du trésor public. En même temps un nouveau régime d'assurances sociales fut appliqué d'abord en faveur des ouvriers d'industrie, puis à l'ensemble des employés de commerce, absorbant les anciennes caisses de retraite qui n'existaient auparavant que pour les fonctionnaires, les militaires, les cheminots et les employés de banques. L'ensemble des charges sociales s'éleva à près de 50 % de la masse salariale des entreprises. De 1943 à 1949, le budget des caisses de retraite passa de 198 millions de pesos à 3 milliards. Mais grâce à l'enrichissement de l'Argentine à cette époque, l'inflation grandissante ne se traduisit pas immédiatement par une hausse du coût de la vie. L'amélioration des salaires des ouvriers fut réelle (indice moyen de 130 en 1948 contre 100 en 1943).

Il paraît qu'Evita Perón ressemblait beaucoup à Encarnacion Ezcurra, la femme de Juan Manuel Rosas, dictateur de l'Argentine au XIXe siècle pendant vingt ans. Rosas, qui s'était proclamé en toute simplicité premier gaucho d'Argentine, gouverna en choisissant la couleur rouge et avec l'aide efficace de sa femme. Jusqu'au 17 octobre 1945, Evita n'était qu'une actrice de second ordre et speakerine de radio. Après cette date, elle devint la première dame du pays. En 1947 son voyage en Europe fut l'événement de l'année. Elle rendit visite à Franco qui la couvrit de cadeaux au nom de la *hispanidad* et au pape qui la reçut avec cordialité. Evita, enfant gâtée de la politique américaine, eut moins de succès en Suisse, où sa venue suscita des mouvements divers, en Angleterre où les souverains l'ignorèrent et même au Brésil où elle ne put prononcer le discours «justicialiste» qu'elle avait préparé. Pourtant cette ascension fulgurante ne fut pas si aisée qu'elle paraît aujourd'hui. Il y eut de nombreuses et tumultueuses protestations de l'armée, particulièrement des cadets et des midships, fils de la bourgeoisie conservatrice. Mais Perón imposa Evita comme directrice de la Fondation sociale. On la vit alors dans les usines, les hôpitaux, dans les quartiers populaires prononcer des discours à la gloire

du président Perón. Elle recevait des milliers de solliciteurs avec le même sourire. Aux élections de 1951, elle posa sa candidature à la vice-présidence. L'armée mit son veto. Ce fut le premier échec d'Evita, qui annonça à la radio qu'elle se soumettait à la volonté du peuple. En fait elle se savait déjà condamnée à mort. La leucémie avait miné ses forces et les médecins lui avaient annoncé qu'elle n'avait plus que quelques mois à vivre. Evita, frivole, impatiente, intéressée s'était montrée fréquemment dans le passé franchement insupportable. L'approche de la mort la transforma. De semaine en semaine son visage s'émaciait et son teint devenait terreux. Mais c'est une véritable *Pasionaria* qui prenait la parole du haut des tribunes et dans les meetings. Il semblait qu'une nouvelle Evita se révélait, réellement révolutionnaire, brûlant de faire quelque chose pour les plus humbles des Argentins avant de disparaître. Elle mourut le 27 juillet 1952. Elle avait à peine dépassé la trentaine.

La phraséologie brumeuse du justicialisme.

« Nous créerons un fascisme mais en évitant soigneusement les erreurs de Mussolini », affirmait Perón. Ce fut en réalité un mélange de caudillisme inspiré de Juan Manuel Rosas et de totalitarisme à la romaine. Perón énonça les 20 principes particulièrement fumeux de son système :

1. La vraie démocratie est celle dans laquelle le gouvernement réalise le mandat du peuple et défend un seul intérêt : celui du peuple.
2. Le péronisme est essentiellement démocratique. Tous les partis politiques sont antidémocratiques, par conséquent anti péronistes.
3. Le péronisme travaille pour le mouvement. Celui qui sert une clique ou un caudillo au nom du péronisme est péroniste seulement de nom.
4. Le péronisme ne reconnaît qu'une seule classe sociale : celle des travailleurs.
5. Dans la nouvelle Argentine, le travail est un droit, parce qu'il apporte la dignité à l'homme, et un devoir car il est juste qu'un homme produise autant qu'il consomme.
6. Il n'y a rien de mieux pour un péroniste qu'un autre péroniste.
7. Aucun péroniste ne devrait se sentir supérieur ou inférieur à un autre péroniste, à ce qu'il devrait être. Lorsqu'un péroniste commence à se sentir supérieur il est en train de devenir oligarque.
8. L'échelle des valeurs péronistes est la suivante : d'abord la patrie, puis le mouvement, ensuite l'homme.
9. La politique n'est pas une fin en soi pour le péronisme, mais les moyens d'apporter le bien-être à notre pays, c'est-à-dire le bonheur de ses fils et la gloire nationale.
10. Les deux bras du péronisme sont la justice sociale et le bien-être social.
11. Le péronisme cherche l'unité nationale. Il veut des héros et non des martyrs. '
12. Les seuls êtres privilégiés dans le nouvel État argentin, sont les enfants.

13. Un gouvernement sans doctrine est un corps sans âme. C'est pourquoi le péronisme a sa propre politique, son économie, sa doctrine sociale : le justicialisme.
14. Le justicialisme est une nouvelle philosophie de la vie, simple, pratique, profondément chrétienne et profondément humanitaire.
15. En tant que doctrine politique, le justicialisme établit la balance entre la loi et la société.
16. En matière économique, le justicialisme défend le développement d'une économie sociale en mettant le capital au service de l'économie et l'économie au service du bien-être de la société.
17. Le justicialisme apporte la justice sociale qui donne à chacun son droit.
18. Notre but est une Argentine socialement juste, économiquement libre et politiquement indépendante.
19. Nous formons un gouvernement central, une nation organisée, un peuple libre.
20. Dans ce monde, la meilleure chose que nous possédons c'est notre peuple.

Le « justicialisme », base essentielle du régime, voulait être aussi son idéologie. Les premiers camions sortant d'une entreprise nouvellement créée étaient justicialistes. L'enseignement fut justicialiste. Le code argentin de répression policière était représenté par le directeur général des prisons comme « une création juridique du justicialisme ». Et quand le champion parachutiste argentin Abramo battit un record du monde en sautant cent vingt fois en dix heures trente-six minutes, ce fut évidemment au gouvernement justicialiste de Perón qu'il dédia son exploit. Qu'est-ce donc que le justicialisme? Personne ne paraît encore jusqu'à maintenant en avoir donné une définition dogmatique. Les plus sévères des observateurs étrangers le tinrent et le tiennent encore pour une imposture dépourvue de sens. Quant aux explications fréquentes données par le gouvernement argentin ou par le général Perón lui-même, elles restaient assez imprécises en ce qui concerne les moyens à employer pour réaliser le justicialisme intégral. « Ce que nous voulons, disait Perón, c'est supprimer complètement l'exploitation, quel que soit le nom derrière lequel elle se cache... » Mais comment? Pour tenter de trouver une réponse, il suffit de lire la Constitution de la république Argentine de 1949. Le chapitre III est consacré aux « droits spéciaux des travailleurs : droit au travail, à une rétribution équitable, à la promotion professionnelle, au bien-être et à la sécurité ». Innovation aussi l'article 39 du chapitre IV : « Le capital doit être au service de l'économie nationale et avoir pour objet principal le bien-être social », et plus loin : « L'organisation de la richesse et son exploitation ont pour fin le bien-être du peuple à l'intérieur d'un ordre économique conforme aux principes de justice sociale. » Voilà qui était encore vague. Reniant le capitalisme et ne le supprimant pourtant pas, se défendant de flirter avec le collectivisme mais ayant institué une économie dirigée, le péronisme ne se caractérisait pas par la dureté doctrinale. Si la lettre était imprécise, l'esprit

était cependant très clair, et les actes n'ont pas manqué. Après l'arrivée au pouvoir du « colonel du peuple », le niveau de vie des *peones* de la pampa, des ouvriers, et d'une manière plus générale des travailleurs fut réellement amélioré. Imposture ou pas, le justicialisme présentait donc à côté de travaux spectaculaires inutiles et coûteux, un actif de réalisations incontestables en faveur travailleurs. Il y est parvenu à un prix excessif qui a décidé précisément de sa survie. Il reste que cette expérience a voulu se faire en faveur des masses les plus défavorisées du pays. Elle s'appuyait sur ce que nous appellerions un corps électoral de gauche. Le général Perón a pu commencer de gouverner contre les aspirations immédiates de ce corps électoral. Il ne pouvait pas gouverner contre ses intérêts, faute de se renier lui-même ou de ne plus avoir d'autre sens que de vouloir se maintenir au pouvoir à tout prix pour le pouvoir. Apparemment ce n'était pas son intention. « Je m'en irai avant que l'on me chasse » proclama-t-il au cours d'un meeting populaire le 15 avril 1955 sur la place de Mai.

Les difficultés commencèrent en 1949. Les exportations s'effondrèrent, la balance commerciale devint soudainement déficitaire et les réserves de devises s'amenuisèrent. L'évolution de la conjoncture mondiale condamna les estimations optimistes de Miranda, qui fut écarté du pouvoir au printemps 1949. Deux dévaluations eurent lieu, en octobre 1949 et en août 1950, pour donner un nouvel essor aux exportations. En 1950, le gouvernement argentin sollicita et obtint un prêt de 125 millions de dollars des États-Unis. Ce fut une sérieuse entorse aux déclarations d'indépendance intransigeante de Perón qui proclamait six mois auparavant : « Je me ferais plutôt couper un bras que d'accepter un prêt. »

En fait Perón avait compris dès 1948 que la politique financière de Miranda conduisait à l'abîme. Il remplaça ce dernier par un jeune fonctionnaire du ministère du Commerce, le Dr Gomez Morales. La recherche d'une politique économique de déflation et d'austérité inaugurée par Morales ne manquait pas de courage, car les syndicats pouvaient regimber. D'autant plus que 1951 et 1952 furent des années terribles pour l'économie argentine. Des sécheresses exceptionnelles, en conséquence de mauvaises récoltes et des exportations qui furent les plus faibles enregistrées depuis le début du siècle. L'inflation s'aggrava. La circulation fiduciaire passa de 4,8 milliards de pesos en 1947 à 21,3 milliards à la fin de 1952. Le coût de la vie montait en flèche à Buenos Aires, où la multiplication des entreprises industrielles attirait sans cesse les *peones* des campagnes, contribuant ainsi à l'extension du prolétariat urbain. Finalement Perón décida de bloquer les salaires et, prenant la parole à l'occasion d'une réunion des dirigeants de la C.G.T., il fit cette déclaration significative : « Tout le monde sait que je ne suis pas pour les bas salaires, je n'ai cessé de les augmenter jusqu'au maximum compatible avec la situation économique du pays. Nous devons nous tenir maintenant pour quelque temps sur le palier où nous sommes arrivés. Nous ne pourrons atteindre le niveau de

vie plus élevé que je souhaite pour tous les Argentins qu'en augmentant au préalable la production nationale... »

Ce fut l'objectif essentiel du second plan quinquennal (1953-1957) plus modéré que le premier dans les objectifs fixés au secteur de l'industrie lourde et plus soucieux surtout de favoriser la production traditionnelle en mécanisant l'agriculture. Mais il était évidemment nécessaire dans cette perspective que l'Argentine se libérât des charges énormes que représentaient les importations de carburants. Le pétrole argentin exploité par l'Y.P.F. (Yacimientos Petroliferos Fiscales) avait augmenté sa production de 50 % en dix années. Mais c'était insuffisant. Il devint indispensable de faire appel aux capitaux étrangers, c'est-à-dire à la Standard Oil américaine (Esso), qui possédait déjà des raffineries dans le pays. Les négociations furent longues et laborieuses. Elles aboutirent finalement à la signature d'un accord qui marqua significativement la fin de l'exclusive lancée par le péronisme contre les investissements yankees.

La tentative de formation d'un bloc A.B.C.

Le péronisme de juin 1955 ne ressemblait plus guère au péronisme de 1947. Ce virage économique, imposé par les circonstances, eut cependant des conséquences politiques étonnantes. Et les radicaux partisans de la collaboration avec les États-Unis accusèrent le général Perón de « vendre le pétrole argentin aux trusts étrangers »...

De fait, pris à la gorge par les nécessités économiques, Perón avait déjà considérablement modéré son anti-impérialisme de principe et il se garda de toucher aux trois secteurs-clés aux mains de compagnies étrangères : pétrole (Y.P.F., la compagnie nationale était en 1955 bureaucratisée et affaiblie), frigorifiques (une seule compagnie argentine, et minoritaire, la C.A.P.), électricité.

A l'intérieur Perón continuait de dénoncer avec violence les oligarques. Ceux-ci n'étaient en réalité plus les seuls à détenir la puissance économique et à pratiquer cette exploitation de l'homme par l'homme, que vitupérait le justicialisme Péroniste. Il y eut au contraire alliance tacite entre Perón et le big business argentin qui incita le dictateur à conclure ce fameux contrat avec la Standard Oil, provoquant ainsi l'hostilité de la classe moyenne restée profondément et sincèrement nationaliste. L'intérêt objectif de l'Argentine n'a pas changé en ce qui concerne le pétrole. Il consiste à en faciliter l'exploitation par des compagnies spécialisées disposant de techniciens et de capitaux. Mais en Argentine comme au Brésil, le nationalisme virulent des classes moyennes, s'est jusqu'à présent toujours opposé à cette nécessité.

* *

L'Argentine bénéficie d'une situation exceptionnellement favorable. Sa richesse naturelle, l'étendue de son territoire (le huitième pays du monde), un peuple homogène et travailleur, sont des atouts qui pourraient lui permettre de briguer le leadership de l'Amérique du Sud. Le péronisme ne pouvait manquer

d'inscrire cet objectif dans son programme. Le sentiment populaire était déjà naturellement braqué contre l'influence néfaste des capitaux étrangers. La dénonciation virulente de «l'impérialisme étranger» fut le leitmotiv de la politique étrangère du régime péroniste. Pourtant les capitaux américains étaient bien loin, du moins jusqu'en 1945, d'être prépondérants en Argentine. Ce sont les investissements britanniques qui contribuèrent à l'expansion économique du pays, de 1880 à 1915. Cette opération, favorisée par la classe des propriétaires fonciers conservateurs, fut rentable jusqu'au début de la seconde guerre mondiale. A tel point qu'un ambassadeur anglais pouvait dire : «L'Argentine est notre meilleure colonie.» La «colonie» se libéra en 1943 en chassant l'oligarchie probritannique du pouvoir, du moins d'une certaine manière. « Antibrannique » et « anti-impérialiste » l'Argentine péroniste se voulut aussi terre d'accueil pour les émigrés fascistes et nazis européens au lendemain de la défaite de l'Axe (plusieurs d'entre eux et non des moindres se virent confier, des postes importants). Le régime esquissa en même temps un rapprochement diplomatique et momentané avec l'U.R.S.S. et les démocraties populaires. A Buenos Aires les communistes ne furent pas inquiétés et cette attitude qui valut au péronisme les foudres de l'O.R.I.T. (Organisation Régionale Interaméricaine des Travailleurs) favorisa en revanche la neutralité circonspecte de Moscou. Le succès en Amérique latine même fut rapide. Non pas seulement à cause de l'isolationnisme agressif affiché par les délégués argentins aux conférences interaméricaines de Rio (1947) et de Bogota (1948), mais aussi et surtout parce que l'appel du péronisme aux travailleurs, les résultats indéniables qu'il obtint intéressaient et inquiétaient la plupart des gouvernements latino-américains.

L'Argentine péroniste tenta de rallier à ses thèses plusieurs pays d'Amérique du Sud. La tercera position devint un article d'exportation. Mais les succès extérieurs du péronisme ne coïncidèrent pas avec la période de la «révolution ascendante» à l'intérieur. En effet, le péronisme marqua des points en diplomatie au moment même où il dut adopter une N.E.P. à usage interne. Il y eut une tentative sérieuse de formation d'un bloc A.B.C. (Argentine, Brésil, Chili) remplacé peu après par la variante Argentine, Bolivie, Chili. Au Brésil, Vargas venait de reprendre le pouvoir. Lui aussi faisait appel aux masses par-dessus la tête des caciques et des partis traditionnels. Lui aussi cherchait à monopoliser la ferveur populaire en accordant de substantiels avantages matériels aux travailleurs. Lui aussi s'efforçait d'organiser (avec moins de conviction) des syndicats qui pourraient devenir son meilleur appui. Getulio dont la campagne électorale de 1950 avait été partiellement financée par les péronistes (si l'on en croit Lacerda) laissa d'ailleurs assez rapidement se distendre les liens avec Buenos Aires. Mais de nouveaux amis ou sympathisants de Perón prirent le pouvoir en 1952 : Paz Estenssoro en Bolivie au mois d'avril, Velasco Ibarra en Équateur le 31 août et le général Ibanez au Chili en septembre. En novembre de la même année, la création de la nouvelle centrale syndicale l'Atlas, dont le siège fut fixé à Buenos Aires, parut devoir

porter à son apogée le prestige du péronisme en Amérique du Sud. Le général Perón effectua un voyage officiel au Chili en février 1953, et avant de quitter son pays il affirma que « l'union avec le Chili devait être le noyau central de l'unité latino-américaine ». Le projet était ambitieux. Trop sans doute. Le seul ciment d'un éventuel bloc latino-américain ne pouvait être que l'antiaméricanisme. L'appel lancé par le Péronisme aux investissements étrangers et spécialement nord-américains, lui fit singulièrement perdre de sa puissance d'attraction dans le reste du continent.

LA CHUTE DE POCHO

Le premier coup de semonce contre le régime éclata le 16 juin 1955. Une insurrection militaire organisée par les aviateurs et les marins ébranla les bases du péronisme.

Perón venait d'être pratiquement excommunié par le pape.

Il y eut coïncidence entre cette excommunication et la révolte militaire, mais pas de relation de cause à effet. On n'improvise pas en quelques heures un putsch de cette ampleur. Car cette fois il ne s'agissait plus de la marche homérique sur Buenos Aires organisée par le vieux général Menendez en septembre 1951. Même l'agitation terroriste de mai 1953 et les bombes lancées par les fils de la gentry argentine n'étaient après tout que du travail d'artisan. Les jeunes officiers rebelles de l'aéronavale préparaient leur révolte de juin 1955 depuis trois ans. La longue lutte entre l'Église et le gouvernement argentin, l'ampleur croissante des manifestations catholiques, avaient favorisé la naissance d'un climat de crise extrêmement favorable à ce soulèvement. Pourquoi Perón, dont l'habileté politique était certaine, avait-il délibérément poursuivi une campagne systématique contre le clergé argentin, au point d'expulser cavalièrement deux des plus hauts dignitaires de l'Église et de les embarquer dans le premier avion en partance pour Rome ? Pourquoi ce « Kulturkampf » dans un pays dont la constitution (révisée en 1949 par Perón) précisait à l'article 2 que « le gouvernement fédéral soutient la religion catholique apostolique et romaine ». Il y a plusieurs raisons : pressions d'un entourage où les franc-maçons venaient d'acquérir des postes de commande, nécessité de donner des gages aux syndicats (législation du divorce, égalité des droits pour les enfants illégitimes nombreux dans les milieux populaires) au moment où la nouvelle politique économique interdisait l'amélioration des conditions de vie matérielle des ouvriers, crainte de voir les militants de l'Action catholique noyauter de plus en plus les organisations péronistes et syndicales.

André Siegfried décrivait vers 1930 une Argentine terrienne, féodale, catholique, romantique et coloniale. L'Argentine de 1955 fut industrielle, sportive, réaliste, et les féodalités devaient et doivent encore compter, quoiqu'il arrive, avec la montée du prolétariat. Son catholicisme est bien moins religieux que celui du Brésil, de la Colombie et du Pérou. En fait, les traditions laïques

de l'Argentine sont plus anciennes et plus profondes que celles de la plupart des autres pays d'Amérique latine. Les vocations y sont de moins en moins nombreuses. On ne compte que 911 paroisses pour l'ensemble du pays. Le clergé argentin est un clergé urbain, et près du quart des prêtres résident à Buenos Aires, alors que de vastes étendues de territoire sont presque abandonnées. Rareté des prêtres et étendue considérable des paroisses rurales (ces deux difficultés essentielles du catholicisme en Amérique latine, où vivent pourtant plus du tiers des catholiques du monde entier) freinent l'action de l'Église, qui doit en outre faire face à une offensive protestante (méthodistes, frères unis américains, société biblique) que les accords économiques entre Buenos Aires et Washington paraissent devoir indirectement favoriser.

L'Église se heurte encore à deux autres obstacles, qui ne sont pas moins importants. Premièrement, phénomène qui n'est pas particulier à l'Argentine, à une déchristianisation des masses ouvrières concentrées dans les villes industrielles et d'abord à Buenos Aires. Ensuite au fait que l'Église argentine a longtemps donné l'impression de s'accommoder des différents pouvoirs politiques, à commencer par celui du péronisme.

Perón accorda même plus de faveurs à l'Église, du moins dans les premières années, que les gouvernements conservateurs ou radicaux qui l'avaient précédé. Il est extrêmement douteux que l'Église ait cru en 1945 au «socialisme» du nouveau régime. Mais il est probable qu'elle vit dans le péronisme un régime fort, paternaliste, qui se réclamait de la tradition catholique, qui était hostile à la gauche classique (radicaux et socialistes anticléricaux) et qui affichait un sens agressif de *l'hispanidad* contre l'influence anglo-saxonne.

Aux élections présidentielles de 1946, le clergé boycotta le Dr Tamborini, candidat de l'Union démocratique opposé à Perón. Non pas pour favoriser Perón, dont la popularité pouvait se passer de cet appui, mais parce que l'Union démocratique était soutenue par les socialistes et les communistes, adversaires connus et plus redoutés qu'un péronisme encore mal défini. Et le cardinal Copello, primat d'Argentine, jeta l'interdit sur le journal *Estrada*, édité par un groupe de catholiques progressistes disposés à collaborer avec l'Union démocratique.

L'Église argentine s'interroge.

Le «bout de chemin» de l'Église catholique avec le péronisme dura au moins jusqu'en 1950. Non sans profit pour l'Église, qui retrouvait un prestige et des privilèges sérieusement mis en question. Le catholicisme est religion officielle en Argentine. Mais le passage au pouvoir des bourgeois radicaux s'était accompagné d'une vague d'anticléricalisme. Avec Perón, l'instruction religieuse redevint obligatoire dans les écoles et dans l'armée. Avant 1945, les ordres (non pas seulement les jésuites) avaient le droit de décerner le baccalauréat. Après 1945, le nombre de collèges usant de ce droit doubla grâce à l'intervention des ministres catholiques Martinez Zuviria et Ivanissevitch. L'inspection d'État,

autrefois bien plus sévère dans les écoles laïques, fut pratiquement supprimée. Les subventions aux écoles libres (qui accueillent environ la moitié des élèves du secondaire) augmentèrent dans des proportions notables. Une «direction générale de l'instruction religieuse» fut installée au ministère de l'Éducation. Pour la première fois en Argentine, l'Église eut la possibilité de former la jeunesse avec et grâce à l'État.

Aux secondes élections présidentielles de 1951, l'Église apporta le soutien indirect mais massif du vote des femmes à Perón. Ce fut la dernière manifestation d'une collaboration de plus en plus difficile entre l'Église et l'État. Dès 1952, on nota quelques signes de refroidissement. Perón estima tout compte fait que le régime devait s'occuper lui-même de la formation de la jeunesse. L'instruction péroniste systématique devint un article du second plan quinquennal lancé en 1952. « En matière d'éducation, l'objectif fondamental est de réaliser l'unification morale, intellectuelle et physique du peuple selon les principes de la doctrine péroniste. » Mais cette volonté d'enrégimenter les esprits fut mise en échec aussi longtemps que la F.U.A. (Fédération Universitaire Argentine) et les étudiants hostiles dans leur majorité au péronisme résistèrent. La suppression de la F.U.A. décidée avant le début des hostilités entre l'Église et l'État fut le point de départ d'une agitation universitaire qui s'intensifia à l'automne de 1954.

La nécessité pour le péronisme (qui tolérait une opposition radicale impuissante au Parlement) de faire échec aux éventuels remous intérieurs l'amena à restreindre les libertés d'expression et d'association. En septembre 1948, la découverte opportune d'un complot avait déjà permis d'écarter Cipriano Reyes, dirigeant syndicaliste influent. L'armée elle-même fut sévèrement épurée après le putsch de septembre 1954. Les radicaux et les socialistes furent poursuivis après les émeutes de mai 1953. Le journal *La Prensa*, représentant la presse libérale, et considéré comme le meilleur quotidien d'Amérique latine, fut occupé dès 1951 par la C.G.T., qui en fit son organe officiel. Puis vint le tour des universités, où jeunes socialistes et bouillants militants de l'Action catholique s'agitaient. *La Juventud obrera catolica* (Jeunesse ouvrière catholique) fut interdite par le gouvernement qui devait ainsi faire face pour la première fois à une opposition ouvrière. Malgré l'obligation faite aux professeurs et aux étudiants d'adhérer à la C.G.U. (Confédération Générale Universitaire, créée en 1950 pour s'opposer à la F.U.A. et rattachée par une loi de 1953 à la C.G.T.) son succès ne fut pas considérable. Les arrestations d'étudiants se multiplièrent... Tel était le climat lorsque la réunion à Cordoba de dirigeants universitaires catholiques, soucieux de lancer un mouvement démocratique chrétien, précipita la crise. Le choix de Cordoba était symbolique. Troisième ville d'Argentine, son Université est la plus ancienne d'Amérique latine après celle de San Marcos à Lima, et l'influence du clergé y est traditionnellement forte.

La réaction du péronisme fut particulièrement vive. La logique du conflit entraîna Perón à prendre des mesures de plus en plus dures, retirant en huit

mois presque tout ce qu'il avait accordé à l'Église depuis 1946. Mais l'agitation catholique permit un regroupement de l'opposition. Regroupe-ment disparate où se rencontraient les libéraux anticléricaux, et les catholiques. L'armée hésitait. Elle aida encore Perón à réprimer la révolte des officiers de l'aéronavale mais tout se passa comme si elle commençait à prendre sa revanche du 17 octobre 1945. Dix ans après le triomphe des *descamisados*, l'armée se méfiait encore des syndicats. Il n'était pas sûr que ceux des officiers supérieurs, qui étaient hostiles au péronisme, fussent suivis par les troupes. Puis elle franchit le pas et la seconde révolte, celle de septembre, fut victorieuse en quatre jours. Les généraux qui s'associèrent au soulèvement anti-péroniste, comme Lonardi ou Balaguer, étaient en réalité plus proches de la bourgeoisie catholique que de la frange gauche de la classe moyenne. Mais, la marine intervint. Celle-ci avait conservé des traditions aristocratiques intactes. La plupart des sous-officiers de l'armée étaient devenus péronistes par conviction ou par intérêt. La marine dans sa grande majorité était restée hostile au péronisme. Lorsque le contre-amiral Rojas fit passer la flotte de haute mer dans le camp rebelle, il laissa le libre choix aux quelque 5 000 hommes qu'il commandait. Une centaine seulement refusèrent de partir. Les gens du peuple, les petits bourgeois massés au pied de la Casa Rosada après la révolution le sentaient bien qui ne cessaient de répéter : « *La marina, es otra categoria...* »

Perón s'effondre au milieu des rires et des brocards.

Militairement parlant, cette seconde phase de la révolte anti-Perón fut remarquablement organisée. Le cerveau véritable du mouvement, ce n'était ni Lonardi, ni Balanguer, ni même Rojas, c'était le capitaine de vaisseau Rial. Il y a toujours eu des associations plus ou moins secrètes de jeunes officiers dans l'armée argentine. Juan Perón lui-même appartenait au fameux G.O.U. (Grupo de oficiales unidos) qui réalisa la révolution de 1943. Il n'est pas douteux qu'en septembre 1955 d'autres officiers, jeunes Turcs de la nouvelle génération, jouèrent un rôle plus considérable qu'il ne paraissait. Le 16 juin 1955, la marine déjà avait lancé les dés.

Olivieri, ministre de la Marine, et l'amiral Toranzo Calderon faisaient partie de cette conspiration qui échoua. Les buildings qui abritent les ministères de la Marine et de la Guerre s'élèvent à Buenos Aires à plusieurs centaines de mètres l'un de l'autre, entre le rio de la Plata et la Plaza de Mayo. Le ministère de la Guerre est élevé, plus massif, plus classique. Le ministère de la Marine est plus élégant et plus moderne avec ses immenses baies vitrées. Des fenêtres d'un ministère à l'autre, on s'observa avec circonspection en juin. On se fit des signes d'amitié et de connivence en septembre. Le sort de Perón était réglé. Le putsch du 16 septembre 1955 fut marqué par l'entrée en action d'une unité créée par Perón à l'image des «marines» américaines : les deux régiments de fusiliers marins. A leur côté, on vit les cadets de l'École navale et les élèves du lycée Almirante Brown, basé à Rio Santiago, près de La Plata. Finalement

«Pocho» (ironique surnom donné à Perón) fut abattu presque autant par le ridicule que par ses erreurs, sa démagogie, et l'engrenage de la répression. Perón s'effondra en effet au milieu des rires et des brocards de l'opposition. Le gouvernement péroniste n'était probablement pas beaucoup plus corrompu que d'autres gouvernements latino-américains. Il l'était suffisamment pour que l'étalage des richesses oubliées par le Lider dans sa fuite et les révélations sur les compromis-sions scandaleuses de ses intimes suscitent l'indignation des catholiques et des bourgeois. Ceux-ci connaissaient sans doute la corruption du régime. Ils en ignoraient la véritable ampleur. Il est clair que les trafics d'influence et les enrichissements permis ou favorisés par le régime péroniste contribuèrent pour beaucoup à sa chute. Le peuple argentin a de l'humour et le sens du ridicule. Il ne boit pas parce qu'il est dégradant d'être ivre en public. Il est extrêmement déférent avec les étrangers, mais son attitude réservée est aux antipodes de l'excessive familiarité ou de l'obséquiosité pénible d'autres peuples latino-américains. Il est discipliné, sauf peut-être lorsqu'il est installé au volant d'une automobile. Dans ce dernier cas, sa dignité naturelle lui interdit de ralentir exagérément. Il fait confiance à ses réflexes qui sont d'ailleurs généralement excellents.

Il faut savoir cela pour comprendre que l'Argentin ait pu accepter cette invraisemblable loi péroniste du *desacato* c'est-à-dire du manque de respect. Datée du 24 octobre 1949, elle stipulait que le «coupable de *desacato* » ne pourra administrer la preuve de la vérité ou de la notoriété des faits ou des qualités attribués à l'offensé. » Mais on comprend aussi que le ridicule puisse tuer en Argentine. Dans les semaines qui précédèrent la révolution, les histoires sur « Pocho » et sur Aloe, gouverneur de la province de Buenos Aires fabuleusement enrichi et bête noire des étudiants, se colportaient ouvertement sur la place publique. Le surnom de «Pocho» est difficile à traduire. C'est un homme efféminé, assez proche en somme du *maricon* des Mexicains ou des Cubains, qui ont également le culte de la virilité. Perón, dictateur vieillissant, aimait à jouer au sportif athlétique briseur de records. Il portait souvent une casquette de joueur de base-ball américain et roulait volontiers en scooter. A Buenos Aires, le scooter s'appelle depuis une *pochonetta*. Perón aimait également s'exhiber en compagnie de lycéennes de l'U.E.S. (Union des Étudiantes secondaires) auxquelles il avait fait don de sa résidence d'Olivos, dans la banlieue de la capitale. On y trouvait un luxueux club de yachting, des installations sportives et un souterrain qui, murmurait-on dans la société, permettait au président de se rendre directement aux chalets de l'U.E.S. Ces détails d'une cour décadente et corrompue portèrent à son plus haut point le ressentiment latent de la bourgeoisie contre le péronisme. La corruption étalée au grand jour révolta l'aristocratie et les classes moyennes évoluées. Il restait, il reste encore à savoir dans quelle mesure ces sentiments étaient accessibles aux masses d'ouvriers et de *peones*. La grande majorité du prolétariat argentin n'a pas de conscience politique. Avant le péronisme il n'y avait pas grand-chose. Sauf peut-être quelques leaders acquis à l'idéal anarchiste de la fin du XIXe

siècle en Europe. Le prolétariat argentin a été formé par l'apport d'immigrants, principalement italiens et espagnols et par l'afflux des *peones*. Les pointes de l'immigration se situent entre 1902 et 1910 (1 200 000 immigrants) puis de 1921 à 1930 (878 000) enfin de 1947 à 1954 (747 000).

Il s'agissait le plus souvent d'ouvriers sans aucune spécialisation. Arrivés en Argentine, ils cherchaient à s'intégrer à leur nouvelle communauté, et, mettant les bouchées doubles se révélèrent souvent plus argentins que les créoles. Les poussées xénophobes les plus virulentes se sont précisément manifestées en 1910, en 1930 et en 1945. Les *peones* de la pampa ou des régions pauvres du nord (proches du Chaco) attirés par les villes et l'industrialisation croissante, n'avaient pas davantage de formation professionnelle et à peine une conscience de classe. Quant à la masse des travailleurs de la campagne argentine elle est constituée par ceux que l'on appelle les *golondrinas* (les hirondelles), *peones* nomades et misérables louant leurs bras pour un salaire infime selon les nécessités des récoltes et des travaux : coton dans le Chaco, maïs dans la province de Buenos Aires, blé dans la province de Cordoba, canne à sucre autour de Tucumán, vignes et vergers près de Mendoza. Leurs conditions de vie sont à peine moins précaires que celles des *caboclos* de l'intérieur brésilien. Le travail est incertain et soumis à tous les aléas de la surenchère patronale (en moyenne 150 jours par an). L'impitoyable loi de l'offre et de la demande avantage les *estancieros*, qui ont ainsi la possibilité d'ignorer les décisions prises à Buenos Aires. La seule revendication du *péon* consiste à obtenir un minimum de trois cents jours de travail par an. C'est sur les épaules de ces *peones* que repose l'immense et riche édifice du latifundisme argentin: Le *péon* vit dans une misère. Il couche sur un grabat et ses enfants, légitimes ou non, car le mariage n'est qu'une formalité, sont en loques. Mais la radio et la télévision ne sont jamais loin. Or pendant dix ans, la radio argentine ne cessa de répéter les proclamations de justice sociale péroniste. Ni dans les cités ouvrières, ni dans la pampa, le mythe du péronisme ne fut donc facilement extirpé. D'autant plus que le prestige du gaucho de l'homme fort, du caudillo jouait et continue de jouer en faveur de Perón. Le gaucho vient en tête dans la galerie d'images d'Épinal de la nation argentine. Il a inspiré les poètes. De 1835 à 1852, Rosas, premier gaucho politique, régna tyranniquement sur l'Argentine, avec une cruauté féroce et joyeuse. Mais il commença de réaliser l'unité politique de l'Argentine. Plus tard, lorsque la pampa se hérissa de fils de fer barbelés, permettant de mieux surveiller et de trier les troupeaux, puis de consacrer d'immenses espaces à la culture des céréales, le gaucho fut chassé par le tracteur. Mais la légende de force virile et cynique qui l'auréole n'a pas complètement disparu. Il était donc finalement peu important pour le prolétariat argentin de croire ou non que Perón s'était considérablement enrichi pendant son passage au pouvoir. On savait déjà que les collections impressionnantes de robes et de bijoux d'Eva Perón ne choquaient pas les *descamisados*. Au contraire. Ils en étaient fiers. Les révélations sur le bunker particulier de Perón, ses millions de dollars et ses jeunes maîtresses ne

réussirent pas à entamer le capital de popularité du dictateur. Parce que le péronisme a incontestablement amélioré les conditions de vie des ouvriers et des *peones*, dont le nouveau statut, même s'il n'était pas toujours respecté, représentait en tout cas un progrès par rapport à ce qui existait avant. Les augmentations de salaires furent réelles jusqu'en 1949 et lentement grignotées par l'inflation jusqu'en 1955. Mais les avantages sociaux furent certains (sécurité sociale, extension de la retraite, de la *jubilacion* à presque tous les travailleurs, hôpitaux, système de vacances populaires, construction de cités ouvrières). Une importante innovation fut la création de tribunaux du travail. La législation ouvrière était très mal appliquée avant 1943. Elle ne l'était pas, faute notamment d'avocats et de juges spécialisés. Les ouvriers argentins comprirent après Perón que les syndicats pouvaient représenter une puissance redoutable si l'unité était maintenue. L'évolution de la politique argentine de 1955 à 1962 n'a fait que renforcer cette constatation. La C.G.T. argentine pro-péroniste reste aujourd'hui la seule véritable force en face de l'armée. C'était bien la même place plantée de palmiers un peu chétifs. On aurait dit que rien n'avait changé. De nouvelles vagues humaines surgissaient sans cesse, remontant du paseo

LES IDOLES TOMBENT MAIS NE MEURENT PAS

Colon ou débouchant de l'avenida de Mayo, et se perdaient dans cette foule énorme et bruisante qui attendait, les yeux dans le soleil, face à la Casa Rosada.

Combien étaient-ils? Un demi-million peut-être. Il en arrivait toujours. Les banderoles des derniers groupes oscillaient au-dessus des têtes à la hauteur de la rue Maipu. Sur la plaza de Mayo arbres et candélabres étaient depuis longtemps surchargés de grappes gesticulantes. Des silhouettes sombres se dessinaient contre le ciel pâle au sommet des immeubles cernant la place et du Banco Hipotecario : 500 000 Argentins venaient assister aux funérailles du péronisme sur les lieux mêmes de ses plus grands triomphes.

Un rugissement sonore monta de la foule. Des milliers de mains brandirent des milliers de mouchoirs blancs. La place ressemblait aux arènes espagnoles lorsque le matador, taché de sang, offre son visage de vainqueur orgueilleux aux gradins survoltés. Un homme venait d'apparaître au balcon de la Casa Rosada, étroitement entouré par une demi-douzaine d'officiers. Il portait un uniforme vert olive. Il avait les traits décomposés et cet air absent qu'ont toujours les hommes qui surgissent pour la première fois dans l'éblouissement du Capitole.

La foule scrutait avec avidité le visage de cet inconnu. Le général Lonardi mit de grosses lunettes d'écaille pour lire son discours, ce qui accentua encore son allure de professeur sérieux et modeste. Il parlait avec application. Parfois il trébuchait sur un mot, et les micros amplifiaient cruellement ses hésitations aux quatre coins d'une place qui avait résonné pendant dix ans des éclats de rire et des aboiements rageurs de Juan Domingo Perón. Mais ce qu'il disait

était sensé, et il le disait sans emphase : « Mi gobierno actuara... » (Mon gouvernement agira...)

Aux réactions de la foule on devinait aisément qui la composait : des étudiants gauchisants, des représentants de la classe moyenne nationalistes et des catholiques. Les trois points les plus applaudis du programme gouvernemental de Lonardi furent dans l'ordre : la rupture du contrat avec la Standard Oil of California, l'autonomie de l'Université et la liberté religieuse. Ce n'était plus le bloc fruste des *descamisados* hurlant souvent à contretemps et empoignés par l'éloquence chaude d'un Perón qui cherchait à recréer dans son pays la fascination des meetings mussoliniens. Il s'agissait d'une foule heureuse et bon enfant, sachant parfaitement ce qu'elle voulait, encore un peu étonnée de la disparition si soudaine d'un régime dont elle ne voyait plus la fin. Buenos Aires avait la fièvre. Tard dans la nuit, malgré le couvre-feu qui n'avait pas été levé, des groupes discutèrent avec excitation. La ville avait onze ans de moins. Paris était libéré. Les gens pleuraient dans la rue. Des femmes embrassaient des marins qui souriaient. La guerre était finie. Perón était tombé. On l'oubliait presque, réfugié à bord d'une canonnière paraguayenne, pourtant si proche, à moins de trois kilomètres du port...

Une victoire de la classe moyenne.

La chute du péronisme fut une victoire de la classe moyenne argentine. Voilà le fait essentiel de la révolution de septembre 1955. Le dynamisme de cette classe moyenne s'exprime particulièrement dans les milieux universitaires, frondeurs, flirtant volontiers avec les idées sociales progressistes par conviction ou par attitude et résolument hostiles à toute forme d'autoritarisme. Mais sa véritable expression politique comme dans la plupart des autres pays d'Amérique latine, c'est l'armée. Les étudiants ne cessèrent de harceler avec courage le régime péroniste au cours des derniers mois de son existence. Et dans une ville au moins, à Cordoba, leur intervention aux côtés des forces militaires rebelles, l'organisation rapide par leurs soins de milices civiles armées, furent prépondérantes. Mais c'est l'armée, et surtout la marine, qui portèrent les coups décisifs sans lesquels l'agitation estudiantine n'aurait pendant longtemps encore représenté qu'un ennui relativement mineur pour Perón.

Cette classe moyenne était arrivée pour la première au pouvoir en Argentine en 1916, avec les radicaux. A l'époque ces derniers représentaient surtout la nouvelle bourgeoisie industrielle, hostile à la prépondérance des capitaux étrangers, hostile par conséquent aux grands propriétaires terriens, conservateurs et pro-anglais. En 1930, les conservateurs revinrent au premier plan. On dit encore à Buenos Aires que la révolution de 1930 sentait le pétrole... Mais les conservateurs n'avaient rien pu ou rien voulu apprendre pendant leur retraite dans l'opposition. Ils réussirent à exaspérer tout le monde. Le putsch du 4 juin 1943 les chassa une fois de plus. Il était évident à ce moment-là que la classe moyenne n'était plus ce qu'elle était vingt-sept

années auparavant. Elle s'était d'une part considérablement prolétarisée, grossie d'une masse de petits commerçants, de fonctionnaires et employés. D'autre part, son aile droite s'était embourgeoisée, et presque rien ne la distinguait des conservateurs de la haute bourgeoisie cléricale.

La fortune des grands propriétaires terriens argentins remonte à l'époque postcoloniale. L'anarchie avait succédé au départ des Espagnols. Chaque province dirigée par un caudillo se gouvernait à sa guise. Un jour, Rosas ayant besoin d'argent décréta la première grande vente publique de terrains. La terre n'a jamais manqué en Argentine. Etre riche à ce moment-là c'était d'abord posséder du bétail ou des milliers d'hectares de terre. C'était le meilleur des placements puisque l'ascension politique et économique du pays s'accompagnait d'une hausse vertigineuse du prix de l'hectare. Le latifundisme a ainsi donné naissance à une classe de riches *estancieros* qui ont longtemps dominé la vie politique et qui pouvaient raisonnablement espérer que cette suprématie durerait encore très longtemps. Au début de ce siècle, l'Argentine était pratiquement devenue une annexe agricole de l'Angleterre industrielle. Mais peu à peu les intérêts antiprotectionnistes des *estancieros* furent lentement battus en brèche par le dynamisme d'une nouvelle classe d'industriels et de commerçants essentiellement composée d'étrangers (installés depuis peu et dont le nombre ne cessait de croître).

L'Argentine commença à fabriquer quelques-uns des produits que lui vendaient autrefois ceux qui lui achetaient son blé et sa viande. Peu à peu la véritable puissance économique du pays changea de mains. L'éviction des conservateurs par les radicaux en 1916 ne fut en réalité que l'expression politique d'un processus économique qui ne cessait de se développer. Une société moderne se formait en Argentine entre les deux guerres, bien avant la plupart des autres nations sud-américaines, qui n'avaient pas la possibilité ou la volonté d'échapper aux servitudes d'échanges commerciaux trop limités et trop dirigés. Dès 1930, les classes sociales argentines étaient de moins en moins nettement différenciées. Tout en bas sans doute la masse des *peones* continuait de représenter l'immense réservoir de main-d'œuvre nécessaire à l'exploitation de la richesse agricole. L'extension de l'industrialisation ne cessait d'attirer les travailleurs agricoles vers Buenos Aires et sa banlieue. Les classes moyennes s'étaient étalées. Tout en haut de l'éventail social argentin l'aristocratie ne se limitait plus aux seuls *terratenientes*. D'immenses domaines avaient été morcelés entre les enfants d'une même famille. Des filles et des fils d'aristocrates contractaient des alliances de plus en plus fréquentes avec des industriels ou se lançaient eux-mêmes dans les affaires. Alors qu'il était courant il y a seulement quelques décades de parler des 2 000 familles possédantes d'Argentine, la spécialisation, le désir d'échapper aux droits de succession ou à l'impôt sur le revenu, l'apparition aussi de gigantesques sociétés par actions, détentrices de vastes territoires cultivés ou destinés à l'élevage du bétail, ont complètement modifié les structures sociales. La nouvelle bourgeoisie industrielle (textiles, conserves, métallurgie, verreries,

raffineries de sucre) était encore trop faible à l'avènement du péronisme pour ne pas se féliciter d'un régime qui proclamait bien haut son intention d'en finir avec l'ingérence des capitaux étrangers dans l'économie nationale.

Après Perón, on pouvait penser que les partis argentins traditionnels allaient retrouver leur rôle et leur influence. On pouvait supposer en particulier que la gauche argentine serait capable de dénoncer l'équivoque du péronisme et le supplanter. En réalité, il faut admettre aujourd'hui que la consolidation du mythe péroniste dans les masses ouvrières de l'Argentine, contraint les dirigeants de la gauche à composer avec les leaders péronistes avoués ou clandestins. En 1962, c'est finalement le regroupement du péronisme, de la gauche et du castrisme qui a infligé une défaite spectaculaire au gouvernement Frondizi.

Socialistes, anarchistes, communistes et radicaux.

L'influence réelle des socialistes n'a certes jamais été considérable en Argentine, et s'est limitée à quelques groupes. A la fin du XIXe siècle, les socialistes argentins donnèrent un moment l'impression de pouvoir prendre la tête du mouvement ouvrier. Il y avait parmi eux des Français émigrés après la Commune, comme Émile Dumas, fondateur du journal *El Trabajador*. Puis vinrent des Espagnols, "des Allemands (le groupe Vorwärts) et des Italiens. Ceux que la bourgeoisie argentine appelait avec un certain dédain les «internationaux» s'agitaient beaucoup et créèrent en 1890 une première Fédération des travailleurs qui eut une existence éphémère. Les anarchistes, de plus en plus nombreux, de plus en plus actifs firent leur apparition dans la vie syndicale. De 1900 jusqu'à l'avènement du péronisme, les socialistes se réfugièrent dans une attitude romantique et humanitaire inspirée par Palacios, héros d'une demi-douzaine de duels, député en 1914, puis sénateur et recteur de l'Université de Buenos Aires. Le socialisme argentin glissa alors dans le réformisme le plus banal avec J. B. Justo, qui se méfiait des marxistes. Malgré ses excellentes théories sur une nécessaire réforme agraire, Justo limita son action à des groupes minoritaires et ne réussit jamais à toucher la masse des travailleurs agricoles. On peut tenir pour négligeable l'adhésion au péronisme d'un groupe socialiste dissident dirigé par Dickmann.

Mais il était clair en 1955 que les socialistes, minés par des scissions constantes, affaiblis par leur académisme et diminués par le prestige des anarchistes partisans de l'action directe, auraient à lutter durement pour reconquérir l'audience qu'ils possédaient encore entre les deux guerres. La vérité oblige à dire qu'ils n'y sont pas parvenus.

Le jeune mouvement démocrate chrétien, dont l'action contre le péronisme avait été particulièrement importante, suscitait également de nombreux espoirs au lendemain de la chute de Perón. Au début du XXe siècle il existait déjà des lignes d'inspiration sociale chrétienne, et l'on assista même vers 1912 à la tentative de formation d'un grand parti populaire chrétien. Mais cet essai généreux était condamné aussi longtemps que l'Église catholique donnait

l'impression justifiée d'être l'alliée naturelle et fidèle des propriétaires terriens et de la grande bourgeoisie industrielle. Le nouveau parti démocrate chrétien modèle 1955 apparut au moins aussi divisé que les socialistes. Sa plus grande faiblesse était de se présenter comme un mouvement « populaire » et de nier, malgré l'évidence, les aspects confessionnels de son programme.

Enfin la force des anarchistes résidait essentiellement dans le caractère, l'audace et le rayonnement de leurs chefs. Ils étaient restés relativement peu nombreux, mais leur influence demeurait importante. La F.O.R.A. anarchiste (Fédération Ouvrière Régionale Argentine) fut fondée en 1901 et battit longtemps en brèche l'U.G.T. (Union Générale des Travailleurs) d'inspiration socialiste. Partisans de l'action directe, les anarchistes se recrutaient essentiellement dans le prolétariat d'origine européenne. En novembre 1909, un terroriste libertaire tua le chef de la police à Buenos Aires. La répression gouvernementale fut sévère. Le Congrès promulgua une loi qui interdit l'entrée en Argentine de tous les militants anarchistes. Cependant la F.O.R.A. pouvait encore se flatter à la fin de la première guerre mondiale de compter plus de 50 000 adhérents. Les poursuites systématiques dont elle fut l'objet après 1930, lorsque les militaires eurent réinstallé un gouvernement conservateur, lui portèrent un coup très dur. Ses cadres furent déportés en Patagonie.

Théoriquement, les communistes auraient dû être les grands bénéficiaires de la chute du péronisme. Ils attendaient avec impatience cet effondrement, bien qu'ils eussent longtemps par tactique soutenu le régime, imitant en cela l'exemple d'autres partis communistes latino-américains, ayant collaboré avec des dictatures militaires impitoyables, lorsqu'elles adoptaient une politique « objectivement » antiaméricaine. Il est probable que les communistes argentins ont d'abord vu dans Perón le pourfendeur de « l'impérialisme yankee ». Le P.C. argentin né d'une scission du Partido socialista internacional a naturellement connu les conflits de tendance, les luttes avec le trotskysme (bien qu'en Argentine les trotskystes n'aient jamais réussi, comme en Bolivie, à dominer les communistes orthodoxes) et les drames de conscience. Il est pourtant remarquable que les communistes argentins aient précisément adopté face au péronisme la tactique trotskyste de l'appui critique. Ils soutinrent le péronisme, lorsqu'il manifesta ouvertement son antiaméricanisme, tout en réservant leur action ultérieure. C'était une position difficile dans un pays comme l'Argentine, où le prolétariat n'est pas assez évolué politiquement pour comprendre ces subtilités dialectiques, mais sait apprécier où est son intérêt immédiat. En outre, les communistes argentins ont eu constamment le désavantage d'être dirigés par des hommes qui n'étaient pas issus du peuple, mais dont l'embourgeoisement, au contraire, valait bien celui de la plupart des dirigeants socialistes. Pendant longtemps ils ont peut-être été les seuls à savoir exactement où ils allaient. Ils avaient vécu de longues années sous la menace constante d'une mise hors la loi et leurs débats avaient souvent porté sur ce thème : « Serons-nous plus forts ou moins forts dans la clandestinité ? » Leur approbation même temporaire du péronisme les a de toute façon compromis

aux yeux des ouvriers évolués et l'apparition du castrisme les a contraints depuis 1959 à une nouvelle tactique. Il y avait dans l'Argentine de 1955 deux constantes : un nationalisme accru de la classe moyenne et d'une fraction de la bourgeoisie, un désarroi profond dans les masses ouvrières. Rien n'était décidé. Les nouveaux acteurs cherchaient leur meilleur rôle. Mais ceux qui auraient pu répondre à la fois à ces deux aspirations avaient toutes les chances de l'emporter. En 1962, sept ans après le départ de Perón pour l'exil, rien n'est encore joué. Ni les communistes, ni les socialistes, ni les anarchistes, ni les démocrates-chrétiens, qui, à des titres divers, se réclamaient de la gauche, n'ont réussi à s'imposer. Restaient les radicaux.

En Argentine, le radicalisme n'est pas un parti politique. C'est un état d'âme. La clientèle électorale des radicaux argentins est très hétérogène. La personnalité des leaders compte davantage que les programmes, et les dirigeants s'opposent si volontiers que le parti radical est fractionné en au moins cinq tendances principales. Ricardo Balbin, leader centriste de l'aile dite intransigeante, ressemble beaucoup à Mirabeau (on l'appelle d'ailleurs familièrement *el Chino* à Buenos Aires). Son dynamisme, son autoritarisme, ne sont en somme pas très éloignés des qualités classiques du « caudillo ».

Le Dr Frondizi, avocat, chef de la tendance de gauche de la fraction intransigeante, a été considéré souvent comme influencé par le marxisme (bien que catholique convaincu) par les pontifes du radicalisme unioniste. Ces derniers sont en effet fortement implantés dans les provinces d'Entre-Rios et de Mendoza, et leurs chefs de file sont très proches des conservateurs qui représentent l'oligarchie terrienne classique.

Le héros, sinon le maître à penser, du radicalisme argentin, s'appelait Irigoyen. Il fut deux fois président de la République. Chassé du pouvoir par la révolution conservatrice de 1930, Irigoyen avait accédé à la magistrature suprême en 1916, à l'issue des premières élections vraiment libres et démocrates qui se soient déroulées en Argentine. Irigoyen était un homme intègre, modeste et silencieux. On l'appelait *el modo*, le muet, mais sa discrétion et son honnêteté étaient loin d'être partagées par la plupart des radicaux qui l'entouraient. Au début, les intentions des radicaux parurent excellentes, et une situation économique extrêmement favorable (due à la neutralité de l'Argentine dans la première guerre mondiale) leur permit de réaliser quelques réformes sociales modestes. Assez rapidement les luttes personnelles, une politique exagérément centralisée, un paternalisme évident et une corruption croissante leur firent perdre beaucoup de popularité. Cette décadence du radicalisme ne fit que s'accroître lorsqu'Alvear succéda à Irigoyen en 1922. Les Argentins adorent les surnoms. Ils en donnèrent un qui ne manquait pas de pittoresque aux hommes qui entouraient Alvear : les *galeritas*, parce qu'ils portaient des chapeaux melons noirs à bords relevés. Il se trouvait que ce symbole d'embourgeoisement correspondait à une réalité profonde. Les *galeritas* anglophiles instituèrent un régime parlementaire tout à la fois respectueux des

formes et autoritaire et qu'on appelle encore aujourd'hui à Buenos Aires la *dictablanda*, au moins aussi corrompue que les autres. A la fin du mandat d'Alvear en 1928, les Argentins rappelèrent Irigoyen, dont l'incorruptibilité personnelle paraissait un gage de renouveau. Mais Irigoyen avait vieilli. Il avait déjà quatre-vingt-quatre ans, et il fut parfaitement incapable de s'opposer au pillage des caisses de l'État. On n'appela plus Irigoyen *el mudo*, mais *el peludo*. Il y avait une nuance. *El peludo* est un petit animal de la pampa du genre de chien de prairie américain, herbivore, inoffensif et sale, qui se cache au fond de son terrier. Lorsque la grande crise économique de 1930 balaya l'Amérique latine, des généraux argentins inconnus du peuple, s'emparèrent sans coup férir de la *Casa Rosada*, et une foule surexcitée mit à sac la demeure de l'austère président Irigoyen.

Le radicalisme retourna à l'opposition. Il n'en sortit qu'en 1955. Ses différentes tendances étaient aussi nombreuses qu'auparavant. Mais son audience s'était élargie (il avait pratiquement obtenu la majorité des voix à Buenos Aires aux élections de 1951, malgré les pressions péronistes) et les «jeunes Turcs» du radicalisme, particulièrement nombreux et influents dans l'Université, paraissaient capables d'étendre la base électorale trop bourgeoise du parti en attirant de nombreuses couches populaires et ouvrières.

Socialistes et radicaux avaient en commun en 1955 un grand espoir, celui de reconquérir une classe ouvrière qu'ils estimaient non sans raison avoir été dupés par le péronisme. En 1962, une constatation s'impose : ils n'ont pas réussi, la masse péroniste n'a pas été entamée. Et socialement et politiquement l'Argentine de 1962 ressemble comme une sœur à celle de 1955.

LA C.G.T. FACE A L'ARMÉE

Perón apprit la victoire de ses partisans aux élections du 18 mars 1962 dans son luxueux appartement de Madrid. Avant de trouver refuge en Espagne, le dictateur avait séjourné successivement au Paraguay, à Panama, en république Dominicaine et au Venezuela. La révolution de janvier 1958 à Caracas l'avait contraint à mettre cette fois la largeur de l'Atlantique entre lui et un continent décidément trop instable à son goût.

Il eut la coquetterie de ne rien changer à ses habitudes. Le lendemain du scrutin il partit faire du ski, son sport favori, dans la sierra de Guadarrama, à une cinquantaine de kilomètres de la capitale espagnole. Puis il attendit sans impatience la visite annoncée de plusieurs dirigeants syndicalistes argentins. «Maintenant, dit-il, il faut nous préparer pour la victoire aux élections présidentielles de 1964.» Si tout le monde était bien d'accord en Argentine pour estimer que le phénomène politique péroniste restait très important en tant que tel, cinq ans après la chute de «Pocho», peu d'observateurs sérieux accordaient une chance réelle à l'homme lui-même. Et pourtant, ce dimanche de mars 1962, cette éventualité encore hautement improbable en 1958, d'un retour de Perón apparaissait moins absurde. Soudainement en tout cas, les projecteurs de l'actualité se braquèrent de nouveau sur le politicien le plus

discuté de l'Argentine depuis vingt ans. On comprit alors qu'il n'avait cessé avec patience et habileté de contrôler l'organisation péroniste. A soixante six ans, Perón avait encore fière allure : les cheveux noirs plaqués ; la taille toujours athlétique. Il reçut les félicitations de ses amis aux côtés de sa troisième femme, Isabelle, vingt-sept ans, aussi blonde que l'était Evita. « Personnellement, dit-il, je n'ai rien fait. C'est le peuple qui a tout fait. Ce n'est pas ma victoire, c'est la victoire du peuple argentin. » Cette fausse modestie cache une apparence de vérité. Les 2 500 000 qui votèrent Perón le 18 mars, accordèrent davantage leur confiance à leurs jeunes et agressifs leaders de la C.G.T. qu'à Perón lui-même. Mais ces mêmes Argentins pouvaient compter sur Perón pour exploiter l'équivoque...

De septembre 1955 à mai 1958, les gouvernements militaires ou civils qui s'étaient succédé à Buenos Aires, avaient tenté de préparer les conditions d'un retour à la normale. Ce n'était pas simple. Les brèches laissées dans l'économie du pays par dix ans de dictature, ne pouvaient être colmatées en quelques mois et seul un plan d'ensemble avait quelque chance de redresser la situation. Politiquement, le malaise des classes laborieuses, persuadées d'avoir été humiliées et vaincues en septembre 1955, persistait dangereusement. Dans la banlieue de Buenos Aires comme à Avellaneda, les bustes d'Eva Perón continuaient d'être fleuris par des mains anonymes et fidèles. Et sur les murs de la capitale, bien des inscriptions *Perón volverá* n'avaient pas disparu ou étaient inlassablement tracées pendant la nuit à la craie ou à la peinture. L'Union civique radicale avait regroupé au cours des luttes électorales de 1946 à 1955 l'ensemble de l'opposition anti-péroniste, et en 1951, elle avait opposé à la réélection de Perón ses propres candidats à la présidence et à la vice-présidence de l'État, Ricardo Balbin et Arturo Frondizi. En 1958, ces deux dirigeants s'étaient séparés en raison de profondes divergences idéologiques et chacun d'entre eux polarisa les tendances divergentes du radicalisme traditionnel : Frondizi l'Union radicale intransigeante et Balbin l'Union radicale du peuple. Ainsi à la veille des élections de 1958, le pays devait opter entre les deux écoles du radicalisme, étant donné que les forces politiques antérieures au régime de Perón — le Parti conservateur et le Parti socialiste — de même que celles qui s'étaient dégagées après sa chute — le Parti démocrate chrétien et le Parti civique indépendant n'avaient plus de grandes chances électorales. Ricardo Balbin et Arturo Frondizi se présentèrent sur des listes concurrentes. Frondizi « l'intransigeant » gagna très confortablement. Le 10 mai 1958, le général Aramburu qui présidait le gouvernement provisoire, remit solennellement ses pouvoirs à cet avocat d'apparence débile. Toutes proportions gardées, le Dr Frondizi traita les péronistes comme Louis-Philippe en usa avec les bonapartistes. Il fut élu grâce à l'appoint non négligeable de leurs suffrages. Il leur promit en échange de lever les interdictions qui leur fermaient toute participation à la vie politique. Le général Aramburu avait mis son veto à une quelconque activité des dirigeants péronistes et coiffé la

Confédération générale du Travail d'un officier de marine dont le nom à lui seul était un symbole : Patron.

Frondizi entre les militaires et les péronistes.

Frondizi offrit des postes d'une importance relative à certains leaders péronistes et mit à l'écart les plus irréductibles. Il était difficile d'imaginer un politicien plus éloigné des normes traditionnelles du «Señor Presidente » argentin que Frondizi. Grand, mince, presque frêle, des épaules étroites, un visage osseux caché par d'énormes lunettes d'écaille, Frondizi évoque le professeur d'Université modeste, studieux et un peu distrait. Ce n'est pas un orateur, encore moins un tribun. Il n'est pas capable de parler pendant des heures comme Fidel Castro en se grisant de la musique sonore de la langue espagnole. Il n'a pas le prestige inquiétant et magnétique de Janio Quadros. Pour les Argentins, le contraste entre Perón, débordant de vitalité, et Frondizi, renfermé et austère, fut saisissant et un peu déconcertant. Les parents de Frondizi sont d'origine italienne. Il est probable que Frondizi aurait fait un politicien très convenable dans sa patrie d'origine. Le machiavélisme candide que ce fils de famille nombreuse (Arturo a cinq sœurs et neuf frères), transplantée vers 1892 de l'Ombrie dans la pampa argentine, s'efforça de pratiquer pendant quatre ans, ne pouvait que retarder l'intervention de militaires réellement «intransigeants», pas la supprimer. Le 6 décembre 1930, Arturo venait d'être reçu avocat (il avait vingt et un ans), lorsqu'un coup d'État chassa le président Irigoyen. Inscrit comme son père au parti radical d'Irigoyen, le jeune Arturo manifesta sans doute un peu trop violemment sa colère et sa réprobation, en apprenant ce putsch militaire et il se retrouva pour la première fois de sa vie dans un cachot. Il n'y resta qu'un mois. Après ce baptême du feu, Frondizi devint un militant obstiné. Par bravade il refusa d'accepter son diplôme d'avocat «d'un gouvernement installé par la force et maintenu par l'armée». Élu député en 1946, il traversa l'ère péroniste en partageant son temps entre ses activités d'avocat et le parti radical, où il faisait figure de leader de l'aile gauche à la chute de Perón. Le véritable organisateur de sa victoire aux élections présidentielles de 1958 fut Rogelio Frigerio. Ce businessman actif et subtil, ancien sympathisant communiste et compagnon de route de Perón, réalisa le premier que la masse électorale péroniste ferait pencher la balance d'une manière décisive. Il rendit visite à Perón exilé, et obtint du dictateur déchu qu'il donne l'ordre à ses partisans de voter pour Frondizi. Le chef de file des intransigeants ne devait pas se libérer de cette hypothèque. Il aurait pu engager aussitôt l'inévitable épreuve de force avec l'armée en manifestant d'entrée de jeu une mansuétude affichée envers les péronistes et les leaders de la C.G.T. Il préféra ruser. «Mon seul objectif, dit-il, consiste à construire une nation moderne. Pour y parvenir je ne tiendrai aucun compte des considérations de personne.» L'héritage laissé par le péronisme était lourd et Aramburu n'avait pris que des mesures provisoires. En 1958, l'Argentine manquait encore tragiquement d'énergie électrique, de pétrole et la

production d'acier était insignifiante. Le déficit de la balance extérieure était estimé à 300 millions de dollars par an. Des milliers de fonctionnaires inutiles, mis en place grâce à la complaisance des dirigeants péronistes, encombraient et paralysaient une administration pléthorique. Quand Perón était arrivé au pouvoir, à Buenos Aires avec un dollar américain on avait quatre pesos argentins. En 1958, on en touchait quarante. Le plan économique de Frondizi fut simple. Il se résumait en un seul mot : austérité. Ce n'est pas un slogan populaire. Les Argentins mangeurs de viande avaient été condamnés à deux jours sans « bife » par semaine dans les derniers mois du règne de Perón. Frondizi remit en vigueur ce rationnement qui évoquait pour les *porteños* les jours les plus sombres d'une guerre mondiale qu'ils avaient suivie de très loin. Il licencia du jour au lendemain 200 000 fonctionnaires. Il commença de rogner le déficit chronique des chemins de fer en supprimant des voies secondaires ou d'intérêt strictement local.

Toutes ces mesures étaient sans doute indispensables pour rendre sa valeur au peso et permettre l'édification d'un système économique à l'abri de toutes les tempêtes. Elles ne furent pas comprises par la majorité des Argentins. L'une des certitudes les plus indéracinables de ce peuple proclame avec hauteur que l'Argentine est un paradis dont la richesse est inépuisable. « Faut-il que ce pays soit riche pour n'avoir pas encore été ruiné par ses hommes politiques !... » s'exclamait déjà Clemenceau après son voyage dans l'estuaire de La Plata.

Cinq fois la France et 21 millions d'habitants seulement. Ces deux chiffres entretiennent à Buenos Aires la croyance naïve que le pays « le plus blanc des deux Amériques au sud du Canada » ne craint rien. Avec une superbe indifférence, que ne compensait même pas la moindre tentative de séduction, Frondizi accepta le règne de l'impopularité pour ne pas trahir ses objectifs.

Puis Frondizi s'attaqua au pétrole. Pendant les rares loisirs que lui laissaient sa charge d'avocat et la fréquentation assidue des cercles politiques de Buenos Aires avant son accession à la présidence, il avait écrit un ouvrage volumineux de 500 pages grand format, dont le titre était un programme : *Pétrole et Politique*. L'éditeur Raigal avait ajouté en sous-titre pour la compréhension des lecteurs : « Contribution à l'étude de l'histoire économique argentine et des relations entre l'impérialisme et la vie politique nationale. » Cette longue étude dans laquelle Frondizi égratignait férocelement les trusts et les « secteurs réactionnaires argen-tins » était aussi, bien sûr, une profession de foi. Les conservateurs et les militaires en tirèrent la conclusion que le nouveau président était marxiste. Frondizi, chef d'un parti radical qu'il voulait rénover, soutenait que le pétrole argentin appartenait d'abord au peuple argentin et qu'une politique pétrolière authentiquement nationale devait poser comme premier principe la lutte contre les grandes compagnies nord-américaines. Frondizi président se résolut comme tant d'autres à tenir compte des réalités immédiates et à composer. Mais il eut soin de ne pas faire seulement appel aux trusts yankees. Il sollicita les conseils et l'aide du groupe Mattei et d'autres consortiums internationaux. Il prit bien soin de toute façon de ne pas toucher à

Y.P.F., la compagnie nationale, qui traita avec les entreprises étrangères en toute souveraineté. Perón, quelques mois avant sa chute, n'avait pas cherché autre chose. Mais ce démagogue chevronné continuait de clamer sa haine des «impérialistes yankees» aux vents échevelés du rio de la Plata. L'honnête Frondizi expliqua avec des mots simples les raisons de cette politique de collaboration prudente. Les capitaux étrangers répondirent favorablement. 387 millions de dollars furent investis en trois ans dans l'industrie pétrolière argentine. En 1958, l'Argentine produisait à peine cinq millions de tonnes de pétrole. En 1961, la production atteignit 17 millions, stoppant du même coup cette effrayante hémorragie de devises qui affaiblissait chaque année le Trésor argentin. L'exploitation intensive du gaz naturel commença de fournir une énergie particulièrement précieuse à une Argentine qui n'a pratiquement pas de charbon. Les investissements étrangers affluèrent aussi pour regonfler l'industrie automobile. Cinquante milliards s'y engouffrèrent et en 1962 une vingtaine d'usines produisaient 150 000 véhicules par an. Après le pétrole, le gaz, la sidérurgie, Frondizi s'efforça de moderniser les transports. L'austérité, le rationnement, les compressions de personnel dans les administrations lui avaient déjà aliéné la sympathie du petit peuple. Les accords passés avec les compagnies de pétrole yankees exaspéraient les militaires ultranationalistes et la bourgeoisie chauvine. La tentative de remise en ordre des chemins de fer provoqua la colère de l'un des bastions ouvriers les plus puissants. A cette occasion, Frondizi commit une faute de tactique, car les syndicats des cheminots n'étaient pas complètement contrôlés par les péronistes. L'offensive de son gouvernement contre l'évidente gabegie d'un service public chroniquement déficitaire précipita l'alliance des organisations syndicales libres avec le groupe des «62 syndicats péronistes» et permit indirectement la formation de cette Union des gauches qui donna au raz de marée péroniste du 18 mars 1962 un caractère particulièrement spectaculaire.

La trente-huitième crise est fatale.

Peut-être Frondizi aurait-il pu compenser son impopularité croissante dans les masses en adoptant des réformes réelles en faveur des *peones* et en protégeant efficacement le niveau de vie des ouvriers. Perón avait donné d'une main ce qu'il prenait de l'autre dans les fonds publics. Aux travailleurs agricoles il avait promis la terre, mais toujours pour le lendemain, para *mañana*. Frondizi proposa une réforme agraire. Le Parlement l'adopta. Elle précisait que les propriétés employant plus de quatre fermiers seraient expropriées, données à ceux qui les travaillent et rééquipées moyennant des prêts remboursables en vingt-cinq ans. Les grands propriétaires terriens soutenus par les militaires crièrent au scandale. L'armée mit son veto. Ce fut l'une des 38 crises que Frondizi dut affronter en trois ans et demi de pouvoir et la loi de réforme agraire resta lettre morte. Il bloqua les salaires, mais le coût de la vie ne cessait de monter. Au cours de l'année 1961, la situation économique se dégrada rapidement. La circulation monétaire passa de 80 à 127 milliards de pesos. La

Banque centrale dut prélever 127 millions sur ses propres réserves pour défendre le peso dont le cours était maintenu depuis 1959 à 83 pour un dollar. Le vaste plan de rénovation et de modernisation des structures économiques de l'Argentine n'était pas encore assez avancé pour que les effets puissent s'en faire sentir dans la vie de tous les jours. En 1962, l'Argentine ressemblait à un building rénové, renforcé de solides poutrelles d'acier, mais dont les cuisines et les salles d'eau n'ont pas été modifiées. Cette politique était peut-être mauvaise, elle n'offrait qu'un présent médiocre en promettant des lendemains meilleurs, elle consistait à ravalier la façade et à consolider les murs avant de commander des frigidaires et des postes de télévision. Tout compte fait, elle satisfaisait davantage les classes possédantes que le peuple. Frondizi voulait durer. Il aurait sans doute réussi s'il n'avait tenté de donner aussi des gages à gauche pour se faire pardonner cette économie libérale.

Dès 1959, il avait dû se séparer de Rogelio Frigerio. Pour se concilier le soutien ou au moins la neutralité des péronistes, Frondizi avait fait adopter une loi d'amnistie. Mais le plan de réintégration des péronistes dans la vie publique fut sans cesse combattu avec ardeur par l'armée qui obtint rapidement la tête de Frigerio. Frondizi continua pourtant de le rencontrer jusqu'en mars 1962. Et il est possible que les conseils de son ancien secrétaire aient incité Frondizi à inviter le Cubain «Che» Guevara à Buenos Aires et à refuser de rompre les relations diplomatiques avec Castro comme l'armée le demandait. Mais beaucoup d'Argentins pensent au contraire que Frondizi est un solitaire et qu'il n'a confiance qu'en lui-même. La réception spectaculaire de «Che» Guevara à Brasilia par Janio Quadros avait constitué un élément non négligeable de la crise du mois d'août 1961 ayant abouti à la démission du président brésilien. Le séjour du lieutenant de Fidel Castro à Buenos Aires irrita un peu plus les militaires contre Frondizi. Ils attendaient la faute décisive. Frondizi la commit en autorisant les péronistes à se présenter aux élections partielles de mars 1962. Après avoir refusé de voter la résolution d'expulsion de Cuba à l'O.E.A. réclamée par Washington à la conférence de Punta del Este, Frondizi avait cédé une nouvelle fois aux militaires en rompant finalement les relations diplomatiques avec La Havane. Pour se faire pardonner cette concession, il donna le feu vert aux «justicialistes». C'était de toute évidence dangereux. Les signes d'avertissement ne manquaient pas. Une indication précieuse avait été fournie en juin 1961 sur la force ascendante des péronistes à l'occasion des élections municipales dans une localité de la région de Santiago del Estero. En 1960, le parti socialiste y avait obtenu 180 suffrages alors que l'on comptait 2 000 bulletins blancs attribués aux péronistes. Le parti péroniste ayant décidé de voter en 1961 pour le candidat socialiste, ce dernier avait obtenu plus de 2 800 voix, alors que le candidat du gouvernement totalisait seulement 2 500 suffrages. Pourtant la plupart des dirigeants assurèrent les chefs de l'armée que les votes péronistes se disperseraient. Telle fut notamment la thèse du ministre de l'Intérieur Alfredo Roque Vitolio. Apprenant la levée de l'interdit frappant son parti, Perón convoqua à Madrid Framini, quarante-sept ans, leader du

puissant syndicat des textiles qui compte 146 000 membres. Framini, arrêté après la chute de Perón, se présentait comme candidat pour le poste de gouverneur de la province de Buenos Aires, le plus important en puissance réelle après la présidence. «Le candidat pour le poste de vice-gouverneur c'est Perón... » déclara Framini de retour de Madrid. La candidature de Perón fut refusée parce que «Pocho» était toujours poursuivi pour «incitation de mineurs à la débauche», mais Framini remporta un triomphe. Il enleva l'élection avec plus de 400 000 voix d'avance sur son adversaire le plus favorisé. En tout, les péronistes récoltèrent 2 528 000 voix, c'est-à-dire 30,9 % des suffrages exprimés. Le parti radical intransigeant du président Frondizi obtint 2 038 000 voix et les radicaux du peuple de Ricardo Balbin 1 659 000 voix. Cela voulait dire que près du tiers du corps électoral restait fidèle à Perón comme en 1955, en 1958 ou en 1960. Cela voulait dire aussi que l'alliance des deux clans rivaux du radicalisme, les intransigeants et les populaires, aurait suffi pour reléguer les péronistes à un rang plus modeste et correspondant mieux à leur force réelle. Mais ces derniers prenaient 44 des 86 sièges de députés à pourvoir, et le parti de Frondizi perdait le contrôle de cinq provinces sur neuf. A Jujuy les péronistes s'alliaient avec les démocrates chrétiens. La première victime de la victoire péroniste fut le ministre de l'Intérieur Roque Vitolio. Il fut convoqué au ministère de la Marine devant un aréopage furieux et implacable. Quand il sortit trois heures plus tard il était démissionnaire. La seconde victime fut Frondizi lui-même. Il avait surmonté tant bien que mal 37 crises. La 38e l'acheva. Ce juriste qui aimait travailler dans le calme de son bureau ne répugnait pas non plus aux voyages. De 1958 à 1962 il avait accompli trois déplacements en Europe, en Amérique et en Asie. En février 1962, il s'était rendu successivement au Canada, en Grèce, aux Indes, au Siam et au Japon. Ce presque tour du monde avait suscité de vives critiques à Buenos Aires. On le jugeait particulièrement inopportuniste à quelques semaines d'élections générales que le gouvernement affectait de considérer avec une certaine désinvolture. Frondizi avait sous-estimé et la force réelle du courant péroniste et la puissance d'une armée de 150 000 hommes qui ne compte pas moins de quarante généraux et une dizaine d'amiraux. Il paya ces deux erreurs d'appréciation en acceptant d'annuler les élections du 18 mars dans les provinces où les péronistes l'avaient emporté. On crut un moment qu'il allait encore s'en tirer. Mais cette fois les chefs militaires inquiets de l'alliance tactique entre le bloc péroniste et l'extrême gauche castriste voulaient contrôler étroitement la présidence. «Castro, disait Frondizi, sera chassé du pouvoir à La Havane, comme Perón l'a été à Buenos Aires. Car le sens de l'histoire lui fait défaut...» Par une ironie amère de cette même histoire, ce fut l'ombre énorme de Castro qui effaça la pâle silhouette du petit professeur d'économie politique. Une seconde ironie du sort voulut que Frondizi, déposé par l'armée, fût incarcéré dans l'îlot-forteresse de Martin Garcia, dans l'estuaire du rio de la Plata, où Perón avait été conduit en octobre 1945 par ces mêmes chefs militaires. Mais Perón, lui, en était sorti deux jours plus tard

porté *a hombros* comme un matador, par les *descamisados*. La chute de Frondizi se déroula dans une indifférence presque complète. Le dimanche suivant son arrestation, les *porteños* se passionnèrent comme d'habitude pour les matches de football. L'investiture à la présidence de Guido président du Sénat et successeur légal de Frondizi, ressembla à un quelconque remaniement ministériel. On pouvait trouver surprenant que José Maria Guido, ami personnel de Frondizi, acceptât de le remplacer dans de telles circonstances. Peut-être y avait-il encore, quelque chose à sauver ? Peut-être aussi chaque Argentin sentait-il confusément que la véritable bataille n'avait pas commencé. Sagement les leaders syndicalistes de la C.G.T. se gardèrent d'élever la voix. Après tout, Frondizi était aussi leur ennemi. Mais les raisons de ce silence étaient plus complexes. Entre les masses ouvrières argentines, regrettant Perón, ou rêvant de Castro, et l'armée, il y avait jusqu'en mars 1962 un homme qui jouait tant bien que mal le rôle d'arbitre. Après le 18 mars, il n'y eut plus rien. Et il était clair que l'Argentine marchait vers un affrontement décisif.

P.S. Jean-Paul Damaggio : En fait les militaires arrêteront ce retour prévu de Perón qui n'interviendra que dix ans après juste avant sa mort et pour peu de temps. Ceci étant le péronisme est toujours vivant et continue de jouer un grand rôle.